

**RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES  
POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 14 (A/35/14)



**NATIONS UNIES**

New York, 1980

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1 - 8	1
<u>Chapitres</u>		
I. FORMATION .....	9 - 60	4
A. Cours destinés aux membres des missions permanentes à New York et à Genève .....	11 - 27	4
1. Programmes relatifs aux travaux et à la structure de l'Organisation des Nations Unies .....	11 - 18	4
a) Séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale (New York) .....	11 - 13	4
b) Séminaire à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes (Genève) .....	14	5
c) Séminaire à l'intention du personnel administratif d'appui des missions permanentes (New York) .....	15 - 16	5
d) Séminaire sur l'élaboration des instruments, traités et résolutions établis en plusieurs langues (Genève) .....	17	5
e) Séminaire sur les questions de protocole (New York) .....	18	5
2. Programmes relatifs à des aspects particuliers du système des Nations Unies .....	19 - 27	6
a) Séminaire sur l'économie internationale à l'intention des diplomates (Genève) .....	19	6
b) Séminaire d'information sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York) .....	20	6
c) Séminaire de l'IDE/UNITAR sur le développement économique et son contexte international (Washington, D.C.) .....	21 - 22	6

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
d) Séminaire sur la structure de l'économie mondiale et sur les perspectives du nouvel ordre économique international (New York) ....	23	7
e) Séminaire sur l'Organisation des Nations Unies et l'ordre mondial (Washington) .....	24 - 25	7
f) Séminaire d'information sur la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (Genève) .....	26	7
g) Séminaire sur les négociations internationales dans un contexte interculturel (Genève) .....	27	8
B. Programmes de formation non destinés aux diplomates .....	28 - 40	8
1. Programme de bourses en droit international ONU/UNITAR (La Haye et autres centres) .....	28	8
2. Cours de formation spécialisée sur la documentation internationale, organisé par l'ONU, l'UNITAR et l'Association des bibliothèques internationales (Genève) .....	29 - 30	8
3. Deuxième colloque mondial sur la documentation internationale (Bruxelles) .....	31	9
4. Séminaire sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international (Vienne) .....	32 - 34	9
5. Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement (New York et Cambridge, Massachusetts) .....	35	9
6. Séminaire sur les aspects économiques et juridiques de l'instauration du nouvel ordre économique international (Moscou) ....	36 - 38	10
7. Séminaire d'application sur l'orientation des experts de l'assistance technique (New York) .....	39 - 40	10

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
C. Services de formation demandés par des Etats Membres .....	41 - 57	10
1. Cours organisé à l'intention de membres de l'Académie soviétique du commerce extérieur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (New York) .....	41	10
2. Programmes à l'intention des fonctionnaires des pays africains d'expression portugaise .....	42 - 46	11
3. Programme de formation sur le thème de la diplomatie multilatérale destiné à des fonctionnaires du Suriname (Paramaribo) .....	47 - 48	11
4. Programme d'assistance à l'Arabie saoudite pour la création d'un institut d'études diplomatiques à Djeddah .....	49	12
5. Assistance de type consultatif accordée à la Jamahiriya arabe libyenne pour développer et améliorer l'Institut d'études diplomatiques de Tripoli .....	50	12
6. Réunion d'information à l'intention de parlementaires nigériens (New York)	51	12
7. Cours d'orientation sur le thème de la diplomatie multilatérale et de la coopération économique internationale, organisé à l'intention de hauts fonctionnaires des Antilles orientales, du Belize et du Suriname (Antilles, New York, Washington, D.C., Genève et Bruxelles) .....	52	13
8. Réunion d'information à l'intention des nouveaux représentants de l'Arabie saoudite à l'Assemblée générale (New York) .....	53	13
9. Réunion d'information à l'intention des nouveaux représentants de l'Ethiopie à l'Assemblée générale (New York) .....	54	13

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
10. Réunion d'information à l'intention de jeunes diplomates des Nouvelles-Hébrides (Genève) .....	55	13
D. Participation aux activités de formation interorganisations .....	56 - 57	14
E. Analyse des programmes de stage des Nations Unies .....	58 - 60	14
II. RECHERCHE .....	61 - 95	15
A. Programme de recherches sur les Nations Unies et le nouvel ordre économique international .....	66 - 78	15
1. Gestion de l'interdépendance : les organisations internationales en transition .....	66	15
2. Manière de répondre aux besoins humains : évaluation comparative des conférences mondiales des Nations Unies.....	67	16
3. Cadre institutionnel pour un nouvel ordre économique international .....	68	16
4. Prise de décisions et prévisions dans leurs rapports avec le développement : questions de méthode .....	69	16
5. Théorie et méthodologie de la planification dans les pays en développement ..	70	17
6. La science et la technique au service du développement : réactions suscitées par le Programme d'action de Vienne et application de ce programme (Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement)..	71	17
7. Prévention des catastrophes naturelles : rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'élaboration de plans de secours en prévision des catastrophes .....	72	17

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
8. Les Etats non alignés et les Nations Unies dans le contexte du nouvel ordre économique international .....	73	18
9. Le Conseil d'assistance économique mutuelle et le développement .....	74	18
10. Coopération régionale en vue du développement en Amérique latine .....	75	18
11. Migration intrarégionale dans les pays des Caraïbes membres du Commonwealth et ses conséquences pour les politiques démographiques et la planification du développement .....	76	19
12. Organisation des carrières dans le système des Nations Unies .....	77	19
13. La créativité de la femme dans des sociétés en évolution .....	78	19
D. Programme de recherche sur le droit international, la diplomatie et la sécurité .....	79 - 90	20
1. Problèmes posés par la réglementation juridique au niveau international : travaux préparatoires relatifs aux conventions multilatérales des Nations Unies .....	79	20
2. Evaluation de la responsabilité des Etats pour les dommages causés par des innovations scientifiques et techniques .....	80	20
3. Présidence du Conseil de sécurité ...	81 - 84	20
4. Rôle du Cabinet du Secrétaire général dans le domaine de la sécurité internationale .....	85	21
5. Elimination du racisme et de la discrimination raciale par l'éducation et d'autres moyens de persuasion .....	86 - 87	21

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
6. Droits de l'enfant .....	88	21
7. Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion de la coopération entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents .....	89	22
8. Inventaire des travaux de recherche intéressant l'Organisation des Nations Unies effectués en Europe .....	90	22
C. Coopération dans le domaine de la recherche	91 - 95	22
III. PROJET SUR LE FUTUR .....	96 - 112	24
A. Options .....	98 - 108	24
1. Technologie, répartition interne et relations Nord-Sud .....	98 - 104	24
2. Approches régionales à la problématique du futur .....	105 - 108	27
a) Stratégies pour le futur de l'Afrique .....	106	27
b) Stratégies pour le futur de l'Asie .....	107 - 108	27
B. Energie et ressources naturelles .....	109 - 112	28
IV. BUREAU DE L'UNITAR A GENEVE .....	113 - 123	30
V. RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES..	124 - 125	32
VI. COOPERATION AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES .....	126 - 130	33
VII. ACTIVITES DIVERSES .....	131 - 141	34
A. Enquête sur les progrès accomplis dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international .....	131 - 135	34

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
B. Réunion des chefs des instituts des Nations Unies .....	136 - 141	36
VIII. PUBLICATION ET DIFFUSION DES ETUDES DE L'UNITAR .....	142 - 145	39
IX. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES ....	146 - 149	40

ANNEXES

I. Membres du Conseil d'administration .....		41
II. Publications .....		42
III. Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR (1er juillet 1979 au 30 juin 1980) .....		52
IV. Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR par pays (de 1966 au 30 juin 1980) .....		60
V. Contributions à l'UNITAR .....		63
VI. Choix de documents de recherche écrite par des fonctionnaires ou des consultants de l'UNITAR, autres que les études publiées par l'Institut .....		65

## INTRODUCTION

1. Conformément aux dispositions de la résolution 2044 (XX) du 8 décembre 1965, le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche soumet à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session le présent rapport, qui porte sur la période allant du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980.
2. Le rapport que le Directeur général avait soumis à l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session 1/ pour la période s'étendant du 1er juillet 1978 au 30 juin 1979 a été examiné par la Deuxième Commission 2/ après une déclaration liminaire du Directeur général, M. Davidson Nicol. Sur la recommandation de la Deuxième Commission, l'Assemblée générale a adopté la résolution 34/17 en date du 9 novembre 1979, dans laquelle elle a pris acte avec satisfaction du rapport du Directeur général et s'est félicitée que l'Institut ait continué à concentrer ses travaux dans le domaine de la formation et de la recherche économiques et sociales et ait prévu des projets spécialement consacrés aux problèmes qui se posent dans les secteurs identifiés par l'Assemblée générale à ses sixième et septième sessions extraordinaires et dans les décisions pertinentes prises par l'Assemblée à sa vingt-neuvième session. L'Assemblée a également demandé aux Etats Membres et aux organisations de fournir un appui financier plus important et plus général à l'Institut. Le remaniement de l'ordre des priorités ainsi que l'identification des projets les plus importants ont été grandement facilités par les consultations régulières que le Directeur général et ses collaborateurs ont eues avec des représentants et d'autres hauts fonctionnaires des Etats Membres, des hauts fonctionnaires du système des Nations Unies, des spécialistes éminents et des représentants d'organismes de recherche et d'organisations non gouvernementales. L'Institut a pu ainsi éviter le gaspillage engendré par tout chevauchement des efforts et consacrer les ressources dont il dispose à des projets très demandés d'intérêt commun.
3. Le Conseil d'administration a tenu sa dix-huitième session à New York du 1er au 14 septembre 1979. Dans sa déclaration au Conseil, dont M. Brian Urquhart (Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales) a donné lecture, le Secrétaire général a fait remarquer qu'en dépit des graves difficultés financières rencontrées l'année précédente, l'Institut continuait à apporter sa pierre à l'édifice du savoir et du progrès. Il avait mis en oeuvre des programmes de formation plus complets, mieux conçus et portant sur de plus longues périodes, effectué plusieurs études précieuses dans des domaines tels que la coopération multinationale et le rôle de la science et de la technique au service du développement et lancé plusieurs activités pilotes en matière de développement et d'énergie. En outre, l'UNITAR a continué à encourager et à accroître les relations déjà étroites qu'il entretient avec des institutions du système des Nations Unies et de l'extérieur, ce qui lui a donné des moyens supplémentaires pour exécuter bon nombre de ses programmes. Le Secrétaire général a bien spécifié que si l'on voulait qu'à l'avenir l'UNITAR améliore encore ses programmes, il faudrait que l'aide financière que lui apportent les Etats Membres et diverses organisations augmente et qu'il reçoive de nouvelles contributions.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 14 (A/34/14).

2/ Ibid., trente-quatrième session, Annexes, point 58 de l'ordre du jour, document A/34/634.

4. Le Conseil s'est déclaré satisfait de la manière dont les programmes des trois principaux départements se déroulaient, conformément aux directives qu'il avait établies. La situation financière de l'Institut, qui reste grave, encore que ses réserves soient passées de 63 000 dollars - chiffre extrêmement bas - en 1978 à environ 270 000 dollars en 1979, a fait l'objet d'une attention particulière. Bien que l'Institut se soit efforcé d'établir l'équilibre entre le Fonds général et les fonds spéciaux - en persuadant les gouvernements des Etats Membres de verser des contributions importantes au Fonds général ou, selon que de besoin, d'affecter leurs dons à des fins spéciales à un vaste secteur de programmes plutôt qu'à des projets particuliers - les contributions au Fonds général ne suffisent toujours pas à faire face aux dépenses croissantes en matière de planification centrale et de gestion. On s'est généralement accordé à penser que si l'on ne parvenait pas à assurer le financement de manière plus satisfaisante, on ne pourrait à l'avenir assurer le développement de programmes nouveaux et plus poussés, ni le recrutement d'administrateurs de très haut calibre.

5. Le Corps commun d'inspection (CCI) a dans son rapport de 1979 sur l'UNITAR indiqué que la solution la plus appropriée du problème du financement de l'UNITAR serait de constituer un budget de base qui serait financé par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et complété par des contributions volontaires (A/35/181, par. 63 et 109). L'UNITAR espère que les Etats Membres reconnaîtront cette urgente nécessité et qu'à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, ils aideront l'Institut à obtenir de l'Organisation des Nations Unies des fonds qui constitueraient un budget de base de 2 millions de dollars. Comme cette somme ne couvrirait que le coût des services du personnel et des installations de base, le Directeur général devra, avec l'aide de ses collaborateurs et des membres du Conseil, continuer à déployer de vigoureux efforts pour obtenir des contributions volontaires qui permettent à l'Institut de faire face aux dépenses centrales supplémentaires et aux coûts de ses programmes.

6. Le Conseil d'administration a tenu à New York les 19 et 20 février 1980 une session à mi-parcours où il a examiné un certain nombre de faits importants qui se sont produits depuis la dix-huitième session. Il a étudié entre autres de nouvelles idées concernant les programmes du Département de la recherche, qui a changé de directeur, ainsi que la proposition de créer dans le cadre de l'UNITAR un Institut de recherches sur le désarmement et le rapport du CCI sur l'Institut. Le Conseil a noté avec approbation la direction que prennent les programmes de fond de l'UNITAR et adopté des mesures positives touchant l'Institut projeté de recherches sur le désarmement.

7. A sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale avait, dans sa résolution 34/83 M accueilli favorablement la recommandation présentée par le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement et exposé dans le rapport du Secrétaire général concernant l'établissement dans le cadre de l'UNITAR d'un Institut de recherches des Nations Unies sur le désarmement, sur la base d'un arrangement intérimaire valable jusqu'à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1982. L'Assemblée avait prié le Secrétaire général d'entrer en consultation avec l'UNITAR en ce qui concerne la création de cet Institut et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session sur les mesures qui auraient été prises pour mettre en oeuvre cette recommandation. Après avoir été dûment consulté par le Secrétaire général, le Conseil d'administration de l'UNITAR a adopté le 8 avril 1980 une résolution où il a pris acte de la recommandation de l'Assemblée générale contenue dans la résolution 34/83 M et en conséquence décidé de créer pour la période indiquée un

Institut de recherches des Nations Unies sur le désarmement, qui constituerait une section nouvelle et distincte de l'UNITAR et ne nécessiterait aucune modification du statut de l'Institut. Le Conseil de l'UNITAR a également décidé d'établir un conseil consultatif où seraient représentés divers comités et organes qui s'occupent de la question du désarmement et dont feraient partie plusieurs membres du Conseil. Le Conseil, qui s'est félicité du don de plus de 250 000 dollars qu'a fait le Gouvernement français pour l'Institut, pour 1979 et 1980, a demandé instamment à tous les Etats Membres, en particulier aux coauteurs de la résolution 34/83 M, de verser des contributions généreuses. Il a été décidé qu'au départ l'Institut serait installé dans les locaux du Bureau de l'UNITAR à Genève. Le texte de la résolution de l'UNITAR a été communiqué au Secrétaire général. Avec la nomination d'un directeur et d'un directeur adjoint et la création d'un conseil consultatif, le nouvel Institut devrait pouvoir commencer à fonctionner dans la seconde moitié de 1980.

8. Le 30 juin 1980, huit membres du Conseil d'administration sont arrivés au terme de leur mandat. Le Secrétaire général a renommé deux de ces membres et nommé six nouveaux membres pour un mandat de trois ans, à compter du 1er juillet 1980. Le nom des 24 membres du Conseil et des quatre membres de droit est donné dans l'annexe I. Au nom de l'UNITAR, le Directeur général exprime sa profonde gratitude aux membres sortants du Conseil dont les noms suivent pour leur contribution remarquable aux travaux de l'Institut : M. Felipe Herrera (Chili), président; M. Manfred Lachs (Pologne), vice-président; M. Josphat Karanja (Kenya); M. G. Parthasarathi (Inde); M. Manuel Pérez-Guerrero (Venezuela) et M. Raymond Scheyven (Belgique) qui, ensemble, ont donné au Conseil d'administration de l'UNITAR près de 70 années de travail.

## CHAPITRE PREMIER

### FORMATION

9. L'Institut a continué à développer à New York, Genève et dans d'autres centres, ses programmes de formation à l'intention des fonctionnaires, essentiellement de pays en développement, qui s'occupent de questions touchant les tâches et les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies. Il est apparu que ces programmes répondaient à des besoins nettement identifiables des Etats Membres, notamment en ce qui concerne les représentants et les membres de missions permanentes auprès de l'Organisation à New York et à Genève. Trois tendances importantes se sont affirmées au cours des dernières années :

- a) Une gamme plus large de programmes de formation est offerte, l'accent étant mis de plus en plus sur des questions plus complexes;
- b) Un nombre croissant de programmes de formation sont organisés conjointement ou en collaboration avec d'autres organismes internationaux et institutions nationales;
- c) Un nombre croissant d'activités de formation sont organisées par le Bureau de l'UNITAR à Genève.

10. En même temps, des efforts ont été faits pour établir des contacts et répondre à des demandes spécifiques émanant d'Etats Membres ou de groupes d'Etats Membres.

#### A. Cours destinés aux membres des missions permanentes à New York et à Genève

##### 1. Programmes relatifs aux travaux et à la structure de l'Organisation des Nations Unies

- a) Séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale (New York)

11. Le séminaire annuel à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale s'est tenu à New York du 19 au 21 septembre 1979. Cent dix personnes faisant partie des délégations de 52 Etats Membres y ont participé.

12. Le premier jour a été consacré à des exposés portant sur les sujets suivants : structure du système des Nations Unies, efforts tendant à simplifier et à rationaliser les activités de l'Assemblée générale, mécanismes de négociation officiels et officieux et processus de rédaction des projets de résolution. Il a été projeté deux films en anglais et en français sur l'Organisation des Nations Unies.

13. Le lendemain, les participants ont été répartis en groupes de cinq personnes, chaque groupe représentant un pays imaginaire faisant partie d'un groupe régional particulier désigné au hasard. Une fiche d'information a été distribuée à chaque groupe, où était décrit le pays représenté. Avec l'aide, le cas échéant, de diplomates chevronnés qui leur servaient de conseillers, les groupes ont rédigé chacun un projet de résolution sur une proposition hypothétique tendant à ce que les délégations des Etats Membres à l'Assemblée générale soient composées d'un nombre égal d'hommes et de femmes. Les groupes ont ensuite entamé entre eux des négociations et les projets qui en sont résultés ont été officiellement présentés au

cours d'une séance simulée de la Deuxième Commission, qui a eu lieu le troisième jour. En fin de compte une résolution a été adoptée par consensus. Cette séance, que présidait un fonctionnaire expérimenté du Secrétariat, s'est déroulée conformément au règlement intérieur de l'Assemblée.

b) Séminaire à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes (Genève)

14. Soixante-sept nouveaux venus à Genève ont suivi du 3 au 7 décembre 1979 un cours intensif d'introduction aux travaux du système des Nations Unies, dans la perspective de l'Office des Nations Unies à Genève. Outre des conférences sur le système des Nations Unies face à l'avenir, les participants ont entendu des exposés sur le rôle et la fonction des organes directeurs de l'Organisation, l'ensemble du cycle de gestion, le rôle du Secrétariat et du fonctionnaire international, les besoins et priorités diplomatiques dans un cadre multilatéral, le rôle et les tâches d'une mission permanente à Genève. Deux journées de ce séminaire annuel ont été consacrées à un exercice simulé concernant les techniques et procédures de négociation au Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et une journée à une étude approfondie de l'une des institutions spécialisées ayant son siège à Genève, en l'occurrence l'Organisation mondiale de la santé.

c) Séminaire à l'intention du personnel administratif d'appui des missions permanentes (New York)

15. Ce programme annuel vise à familiariser les nouveaux venus dans les missions permanentes, en particulier les commis et les secrétaires, avec la structure du système des Nations Unies et avec les différents aspects de la vie au Siège qui intéressent le plus le personnel des missions. Ce séminaire a été offert deux fois en anglais et une fois en français entre le 29 janvier et le 7 février 1980 et, au total, 67 personnes appartenant à 48 missions y ont participé.

16. En quatre demi-journées ont été présentés la structure du système des Nations Unies et du Secrétariat au Siège, l'organisation et le fonctionnement des séances, le système de documentation et distribution, la nature et le style des échanges de correspondance avec l'Organisation des Nations Unies et les fonctions du Service du protocole et de la liaison. Le séminaire a comporté une visite des diverses salles de conférence et des services d'imprimerie.

d) Séminaire sur l'élaboration des instruments, traités et résolutions établis en plusieurs langues (Genève)

17. Ce séminaire de rédaction, qui comporte des exercices pratiques, a été organisé à Genève du 24 au 28 mars 1980. Vingt-six participants, appartenant à 16 pays, l'ont suivi. Donné séparément en anglais et en français, il visait à aider les membres des missions permanentes à mieux comprendre, en général, les procédures et techniques d'élaboration des instruments rédigés en plusieurs langues et, en particulier, des résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies.

e) Séminaire sur les questions de protocole (New York)

18. Au programme que le Département de la formation offre aux membres des missions permanentes est venu s'ajouter un séminaire en deux parties sur les questions de protocole. Il a été donné en français du 4 au 7 mars et en anglais du 2 au 6 juin 1980 et était réservé au personnel qui, dans les missions, s'occupe du protocole. Il y a eu pour chaque langue deux rencontres d'une demi-journée

auxquelles a participé le Chef du protocole de l'Organisation des Nations Unies, qui a parlé des problèmes et pratiques propres à l'Organisation, en la matière, ainsi que du Service du protocole et de la liaison du Secrétariat et de ses rapports avec les missions. En outre, chaque groupe a pris part à quatre rencontres d'une demi-journée, qui portaient sur les usages et pratiques qui prévalent en matière de protocole dans un cadre bilatéral. Le séminaire en langue française a entendu en outre un ancien diplomate et Chef du protocole de la République française et le groupe anglophone un ancien chef du protocole de l'Organisation des Nations Unies.

2. Programmes relatifs à des aspects particuliers du système des Nations Unies

a) Séminaire sur l'économie internationale à l'intention des diplomates (Genève)

19. Cinquante-cinq personnes appartenant à 36 missions sises à Genève se sont réunies une fois par semaine pendant cinq semaines, en février et en mars 1980, pour entendre des conférences sur les concepts et le cadre de base de l'économie internationale : le commerce international, y compris le flux des produits de base et les politiques commerciales; les questions financières internationales et l'ajustement de la balance des paiements; les institutions internationales et le nouvel ordre économique international, y compris le marché des produits de base et les attitudes existant à l'endroit des sociétés transnationales.

b) Séminaire d'information sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York)

20. Un séminaire d'information et de discussion s'est tenu les 25 et 26 février 1980 immédiatement avant l'ouverture de la neuvième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Organisé en collaboration avec le secrétariat de la Conférence, ce séminaire visait à mettre les nouveaux représentants au fait de l'état actuel des négociations relatives aux principales questions dont est saisie la Conférence. Cinquante-sept participants appartenant à 44 délégations ont assisté aux réunions d'information, qui ont porté sur l'historique et sur les travaux des comités, le règlement des différends et les clauses finales.

c) Séminaire de l'IDE/UNITAR sur le développement économique et son contexte international (Washington, D.C.)

21. Pour la troisième année consécutive, l'UNITAR et l'Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE) ont organisé conjointement ce séminaire sur le développement économique et son contexte international, conçu pour les diplomates de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui sont chargés de responsabilités ayant trait au développement économique et social. Ce séminaire a pour objet de leur donner l'occasion d'examiner et d'analyser, en dehors du cadre officiel des réunions de comités et des débats formels, des questions relatives au développement et de rencontrer leurs homologues dans une ambiance détendue.

22. Après la séance d'ouverture à New York et un discours prononcé à l'occasion du déjeuner qui a suivi, les 22 participants se sont réunis du 12 au 27 mars 1980 à la Banque mondiale, où ils ont entendu des conférences et participé à des débats et à des ateliers portant sur des sujets regroupés sous plusieurs grandes catégories : les objectifs et stratégies du développement dans le contexte d'un ordre économique international en pleine transformation; l'économie internationale et son cadre institutionnel, y compris les échanges commerciaux, les transferts de capitaux et de technologie du système monétaire international et les perspectives en matière de

coopération internationale. Des spécialistes de la Banque mondiale, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Institut africain pour le développement et la planification économiques ont fait des exposés et dirigé les débats. Le groupe de participants a également passé une journée au Fonds monétaire international. Le séminaire s'est déroulé en anglais et en français, avec interprétation simultanée.

d) Séminaire sur la structure de l'économie mondiale et sur les perspectives du nouvel ordre économique international (New York)

23. Du 18 au 20 juin 1980, un séminaire sur la structure de l'économie mondiale a été organisé à l'intention des diplomates. Au cours de trois jours de réunions, un consultant et des membres du personnel de l'UNITAR ont présenté diverses perspectives concernant l'économie mondiale, ainsi que les possibilités de remédier aux inégalités existantes. Ils ont également exposé les problèmes financiers qui résultent de l'ordre économique international présent, les limites de la coopération à l'heure actuelle et les principes fondamentaux qui régissent la restructuration du système financier international. A défaut d'installations d'interprétation, ce séminaire n'a pu avoir lieu qu'en anglais.

e) Séminaire sur l'Organisation des Nations Unies et l'ordre mondial (Washington)

24. En collaboration avec l'école de formation permanente de la Foreign Service Academy de l'Université de Georgetown, l'UNITAR a organisé un séminaire sur l'Organisation des Nations Unies et l'ordre mondial. Tenu à Washington, du 25 au 27 juin 1980, ce séminaire a été conçu à l'intention des diplomates de haut et moyen rang en poste à New York et à Washington. Son objectif était de faire mieux comprendre les questions fondamentales de structure et de fond dans la conduite de la diplomatie. Y ont été analysées des questions aussi importantes pour les diplomates des années 80 que la nature de leur propre formation, le travail du négociateur dans un contexte interculturel et les problèmes de coopération ou les situations de conflit entre Etats qui se posent à l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations internationales. Des professeurs d'université et de hauts fonctionnaires de l'Organisation ont présenté des exposés et dirigé un atelier.

25. Dans le cadre de ce séminaire de trois jours, les participants ont visité le Congrès des Etats-Unis, la Maison Blanche et le Pentagone, où ils ont pris part à des réunions d'information et à des discussions. Cinquante-trois personnes ont suivi ce séminaire, dont 26 diplomates appartenant à des ambassades de Washington, 17 à des missions permanentes de New York, tandis que les autres participants venaient d'universités de la région.

f) Séminaire d'information sur la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (Genève)

26. Ce séminaire auquel ont participé 35 personnes appartenant à 27 missions permanentes s'est tenu à Genève le 20 mars 1980. Le programme a commencé par une présentation générale de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et par un débat sur la suite à lui donner. Il y a eu d'autres exposés concernant les mécanismes à mettre en place en matière de science et de technique au service du développement et leurs incidences financières, l'état des négociations au sein de la CNUCED concernant un code de conduite pour les transferts de technologie et la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle, effectuée sous les auspices de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Un film a été projeté.

g) Séminaire sur les négociations internationales dans un contexte interculturel (Genève)

27. Les 13 et 14 mai 1980 s'est tenu un séminaire, organisé à l'intention des diplomates de rang élevé des missions permanentes établies à Genève, sur la manière d'aborder les aspects interculturels des négociations internationales. Ce séminaire avait pour objectif l'identification et l'examen des différents styles et tactiques de négociation auquel ont recours les négociateurs issus de cultures différentes et visait à montrer aux participants comment faire face aux problèmes spécifiques que pose ce type de négociations ou du moins comment les percevoir. Ce séminaire a été préparé par deux consultants - l'un de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale, l'autre de l'American Field Service Intercultural Program - qui ont présidé à son déroulement. Les 45 diplomates qui y ont participé ont pu améliorer leurs techniques de négociation au cours d'une série d'exercices pratiques et à partir de situations simulées.

B. Programmes de formation non destinés aux diplomates

1. Programme de bourses en droit international ONU/UNITAR (La Haye et autres centres)

28. L'UNITAR a continué à gérer le programme de bourses de perfectionnement en droit international, qui constitue un aspect essentiel du programme d'assistance des Nations Unies pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international, créé en vertu de la résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1965. Vingt-trois bourses ont été octroyées à des conseillers juridiques auprès de gouvernements et à des professeurs de droit international originaires, pour la plupart, de pays en développement. Les participants ont assisté à des cours de l'Académie de droit international de La Haye et à des cours et séminaires spéciaux organisés par l'UNITAR pendant cette période. En dehors du programme commun de six semaines à La Haye (juillet et août 1980), les boursiers avaient le choix entre la participation au séminaire de droit international organisé à Genève en liaison avec la session annuelle de la Commission de droit international de Genève ou un stage pratique d'une durée de trois mois dans l'un des bureaux juridiques de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées.

2. Cours de formation spécialisée sur la documentation internationale, organisé par l'ONU, l'UNITAR et l'Association des bibliothèques internationales (Genève)

29. Quarante-deux documentalistes et bibliothécaires ont suivi à Genève, du 8 au 20 octobre 1980, un séminaire de deux semaines destiné à améliorer leurs compétences dans le domaine de la documentation internationale et à leur faire mieux connaître les travaux des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Le cours a porté essentiellement sur la documentation relative au nouvel ordre économique international, traitant des sources, de la classification et de l'acquisition de la documentation internationale, ainsi que du rôle des bibliothèques internationales.

30. Ce séminaire, qui a lieu chaque année, est organisé par l'Office des Nations Unies à Genève, l'UNITAR et l'Association des bibliothèques internationales, à l'intention des responsables des collections internationales dans les bibliothèques nationales de dépôt, les bibliothèques parlementaires et les universités. Le séminaire est donné alternativement en anglais et en français; celui de 1979 était destiné à des participants de langue anglaise.

3. Deuxième colloque mondial sur la documentation internationale (Bruxelles)

31. Du 20 au 22 juin 1980, l'UNITAR et l'Association des bibliothèques internationales ont organisé le deuxième colloque mondial sur la documentation internationale. Ce colloque a réuni environ 250 spécialistes, qui ont étudié divers problèmes relatifs aux archives et aux activités d'information des organisations internationales et qui ont examiné les moyens de classer la documentation internationale. Le colloque a traité des sources, de l'acquisition, de l'organisation et de l'utilisation de la documentation internationale. Plus de 50 communications scientifiques ont été préparées par des experts. Le rapport et les actes du colloque seront publiés ultérieurement.

4. Séminaire sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international (Vienne)

32. Du 3 au 17 mai 1980, le cours de formation destiné à des diplomates et consacré aux problèmes essentiels du nouvel ordre économique international a eu lieu pour la quatrième fois à la Diplomatische Akademie de Vienne. Le cours, donné cette année en français, s'adressait à de jeunes fonctionnaires des affaires étrangères en début de carrière. Sur les 12 participants, 10 bénéficiaient de bourses d'études de l'UNITAR et deux étaient en poste dans les ambassades de leurs pays respectifs à Vienne. La majorité des participants appartenaient à des pays en développement.

33. L'objectif du cours était d'exposer l'historique de la notion de nouvel ordre économique international et d'étudier les problèmes clefs à l'étude en ce moment, y compris l'industrialisation, l'énergie, le rôle de la science et de la technique, les produits de base, les sociétés transnationales et le droit de la mer. Les obstacles qui s'opposent à la solution de ces problèmes et les stratégies visant à les résoudre ont été examinés, ainsi que leurs aspects humains et interculturels. L'accent a été mis en particulier sur un stage pratique.

34. L'appréciation portée sur le cours par les participants a clairement montré que les sujets abordés répondaient directement aux besoins et qu'il était absolument nécessaire d'offrir des programmes de cette nature. Des dispositions sont donc actuellement prises pour organiser un programme identique en 1981.

5. Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement (New York et Cambridge, Massachusetts)

35. En septembre 1979, le Département de la formation a organisé une série d'activités dans le cadre du programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement, qui est géré par le Centre pour le désarmement. Les 19 bénéficiaires de ces bourses ont participé à un cours sur la rédaction d'instruments et de résolutions en plusieurs langues, à un cours sur la documentation relative au désarmement et à un exercice pratique. Le groupe s'est rendu à Cambridge (Massachusetts), où il a assisté à des réunions d'information sur des questions militaires et relatives au désarmement au Institute for Foreign Policy Analysis et au Centre d'études internationales du Massachusetts Institute of Technology.

6. Séminaire sur les aspects économiques et juridiques de l'instauration du nouvel ordre économique international (Moscou)

36. Sous l'égide du Comité national de la science et de la technique de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et en coopération avec l'Académie soviétique du commerce extérieur de l'Union soviétique, l'UNITAR a organisé du 15 au 23 avril 1980 un séminaire sur les aspects juridiques et économiques de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ce séminaire, qui s'adressait essentiellement à des fonctionnaires de rang moyen des affaires étrangères de pays en développement, a été suivi par 31 personnes.

37. L'objectif du séminaire était de concentrer l'attention sur certains problèmes des relations internationales dans le contexte des efforts faits en ce moment pour instaurer un nouvel ordre économique international. Au nombre des thèmes examinés, figuraient la coopération entre pays en développement, les rapports entre les sociétés transnationales et les pays en développement, l'industrialisation dans les pays en développement et les changements structurels dans l'économie mondiale.

38. Des membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres collectivités internationales comprenant des universitaires et des fonctionnaires, ainsi que des membres du personnel enseignant de l'Académie du commerce extérieur et d'autres établissements d'enseignement supérieur de Moscou, ont fait des exposés. Une interprétation simultanée était offerte en anglais, en français et en russe.

7. Séminaire d'application sur l'orientation des experts de l'assistance technique (New York)

39. Un séminaire de trois jours sur l'orientation des experts de l'assistance technique s'est tenu du 31 octobre au 2 novembre 1979, en collaboration avec la Fondation allemande pour le développement international (République fédérale d'Allemagne). Vingt-cinq personnes appartenant au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et aux services gouvernementaux des Etats-Unis et du Canada y ont pris part.

40. Les exposés ont mis l'accent avant tout sur l'affectation et l'orientation des experts, en se référant en particulier à l'expérience des Gouvernements des Etats-Unis, du Canada, de la République fédérale d'Allemagne et des programmes du Centre d'orientation de la Fondation allemande. Un débat prolongé a eu lieu sur les problèmes communs auxquels se heurtent les organes représentés par les participants.

C. Services de formation demandés par des Etats Membres

1. Cours organisé à l'intention de membres de l'Académie soviétique du commerce extérieur de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (New York)

41. Sur la demande de l'Académie soviétique du commerce extérieur (Moscou) et de la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'UNITAR a de nouveau organisé un cours à l'intention de trois étudiants de l'Académie qui se trouvaient à New York au mois d'avril. Le programme comportait des informations sur le système des Nations Unies et sur les travaux de l'UNITAR, données par des membres du personnel des Départements de la recherche et de la formation.

2. Programmes à l'intention des fonctionnaires des pays africains d'expression portugaise

42. Comme suite à la demande des Gouvernements de l'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe, l'UNITAR a organisé à l'intention de fonctionnaires de ces pays quatre programmes financés en partie par le Programme des Nations Unies pour le développement.

43. Le premier, un cours de secrétariat bilingue, a commencé le 1er novembre 1979 et prendra fin le 30 octobre 1980. Il se déroule à l'Institut de langue américaine de l'Université de Toledo, dans l'Ohio (Etats-Unis d'Amérique) et en collaboration avec cet organisme. Le programme comprend des cours intensifs d'anglais et de secrétariat. Après une formation d'un an, l'un des meilleurs étudiants sera choisi parmi les représentants de chaque pays pour continuer à suivre une formation intensive qui le mettra en mesure d'assurer les fonctions de professeur-moniteur dans son propre pays; ainsi se constituera un noyau professionnel. Dix étudiants du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau et du Mozambique y participent. L'Angola et Sao Tomé-et-Principe y enverront trois étudiants chacun pour la deuxième année (novembre 1980 à octobre 1981).

44. Le deuxième des quatre programmes de formation, un cours élémentaire de diplomatie, aura lieu à Genève de septembre à décembre 1980. Le Centre des études pratiques sur les négociations internationales fournira des informations sur les aspects théoriques de la diplomatie; cette formation sera complétée à un stade ultérieur du programme par une formation pratique, reçue au Ministère des affaires étrangères d'un pays européen.

45. Le troisième programme portera sur l'administration et la gestion des affaires publiques et doit avoir lieu du 1er février au 31 décembre 1981 à Brasilia. Elaboré en collaboration avec l'Institut brésilien d'administration publique, il prévoit une formation intensive aux principes fondamentaux de l'administration et de la gestion des affaires publiques. L'objectif est de doter les ministères des pays intéressés d'un noyau d'administrateurs de projets déjà formés qui seront en mesure de définir et d'établir des propositions de projets viables pour une assistance bilatérale et multilatérale à long terme. La formation permettra aux participants de créer dans leurs ministères respectifs des services en mesure de recevoir l'aide étrangère et d'exécuter les projets avec succès.

46. Le quatrième programme, dont la réalisation est prévue au début de 1981, est un voyage d'étude destiné à de hauts fonctionnaires gouvernementaux qui se rendront au Siège de l'Organisation des Nations Unies et aux bureaux des Nations Unies à Genève, Paris, Rome et Vienne.

3. Programme de formation sur le thème de la diplomatie multilatérale destiné à des fonctionnaires du Suriname (Paramaribo)

47. Sur la demande du Gouvernement surinamais, l'UNITAR a organisé un programme de formation de neuf mois sur le thème de la diplomatie multilatérale, à partir d'octobre 1979. Financé par le PNUD, ce programme est parrainé par le Ministère des affaires étrangères, avec l'assistance de l'Institut du droit et des relations internationales de l'Université du Suriname. Cent vingt-cinq fonctionnaires environ se sont inscrits à ce cours.

48. L'objet du programme était de former des fonctionnaires aux processus et aux techniques de la diplomatie multilatérale et de la coopération économique internationale pour les mettre en mesure de mener les relations économiques avec l'étranger de manière à tenir compte des besoins de développement du pays. Parmi les sujets traités, il faut citer le droit international, le nouvel ordre économique international, le rôle des sociétés transnationales, la structure et les fonctions du système des Nations Unies et des institutions spécialisées, le droit de la mer, la limitation des armements et le désarmement, l'organisation et la gestion des rapports avec les pays étrangers, ainsi que les techniques et procédures de négociation.

4. Programme d'assistance à l'Arabie saoudite pour la création d'un institut d'études diplomatiques à Djeddah

49. L'accord signé au printemps 1979 entre l'UNITAR et le Gouvernement de l'Arabie saoudite a été prolongé d'une période de six mois pour la deuxième fois. Aux termes de cet accord, l'UNITAR, à titre d'organisme consultatif, a prêté son assistance pour la création d'un institut d'études diplomatiques à Djeddah et continue à aider à l'amélioration du programme d'enseignement, de la structure et de la bibliothèque de l'Institut. Plusieurs professeurs représentant diverses disciplines ont été recrutés et travaillent actuellement à l'Institut. Le chef du Service des finances et de l'administration de l'UNITAR s'est rendu à Djeddah en février 1980 pour examiner avec les professeurs et les autorités compétentes les problèmes administratifs et pratiques qui ont pu se poser depuis le début du programme. En avril, le Directeur de l'Institut s'est rendu au siège de l'UNITAR et a interviewé des candidats à des postes d'enseignement de la langue anglaise à l'Institut.

5. Assistance de type consultatif accordée à la Jamahiriya arabe libyenne pour développer et améliorer l'Institut d'études diplomatiques de Tripoli

50. Diverses mesures ont été prises en vue d'appliquer l'accord de 1978 conclu entre l'UNITAR et le Gouvernement libyen pour développer l'Institut d'études diplomatiques de Tripoli et améliorer son fonctionnement. Quatre professeurs de langue ont déjà été recrutés pour l'Institut, un bibliothécaire est sur le point de l'être. Plusieurs experts bien connus ont donné des conférences au cours de visites d'une durée de sept à dix jours qu'ils ont faites dans ce but à l'Institut. A la fin de mars 1980, un administrateur du Département de la formation de l'UNITAR est allé à Tripoli pour discuter avec les autorités libyennes des moyens d'améliorer la coopération entre l'UNITAR et l'Institut, proposer un programme de cours préliminaire et examiner certains problèmes qui sont apparus. Deux colloques qui doivent se tenir à Tripoli en 1980 sont actuellement en préparation : l'un traitera des restes matériels de la deuxième guerre mondiale; l'autre traitera de la question de l'énergie et du nouvel ordre économique international.

6. Réunion d'information à l'intention de parlementaires nigériens (New York)

51. Un groupe de 25 parlementaires nigériens récemment élus ont effectué à l'UNITAR une visite d'une journée. Un fonctionnaire du Département de la recherche les a entretenus du Mouvement des pays non alignés et un autre membre du personnel les a mis au courant des travaux des Départements de la formation et de la recherche.

7. Cours d'orientation sur le thème de la diplomatie multilatérale et de la coopération économique internationale, organisé à l'intention de hauts fonctionnaires des Antilles orientales, du Belize et du Suriname (Antilles, New York, Washington, D.C., Genève et Bruxelles)

52. Au cours de ce programme de quatre mois, 15 fonctionnaires des Gouvernements des Antilles orientales, du Belize et du Suriname ont acquis une connaissance directe de la coopération régionale et internationale ainsi que du fonctionnement du système des Nations Unies, et de ses rapports avec le développement national. Financé par une contribution du Gouvernement suisse, le cours a commencé à la mi-avril 1980 à Sainte-Lucie et s'est tenu ensuite à la Trinité-et-Tobago, à la Barbade, à New York, à Washington, D.C., à Genève et à Bruxelles. Partout, les participants ont entendu de hauts fonctionnaires de gouvernements et d'organisations intergouvernementales leur parler de questions relatives aux organisations régionales et à la coopération régionale, aux relations économiques internationales, à la conduite des relations extérieures, au nouvel ordre économique international, à l'appartenance aux organisations internationales et à la coordination de diverses sources de financement. A Washington, le Groupe a été mis au courant des activités de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation des Etats américains et de la Banque interaméricaine de développement. Les participants ont passé une semaine à Bruxelles, au secrétariat des Etats d'Afrique, des Antilles et du Pacifique associés à la Communauté européenne.

8. Réunion d'information à l'intention des nouveaux représentants de l'Arabie saoudite à l'Assemblée générale (New York)

53. A la demande du Gouvernement saoudien, une réunion d'information a été organisée au début de septembre 1979 à l'intention de six représentants de ce pays à l'Assemblée générale. Ils ont entendu une introduction sur le système des Nations Unies et des exposés sur l'Assemblée et ses grandes commissions, ainsi que sur le travail du Secrétariat.

9. Réunion d'information à l'intention des nouveaux représentants de l'Ethiopie à l'Assemblée générale (New York)

54. En réponse à une demande de la Mission permanente de l'Ethiopie, le Département de la formation a organisé une réunion d'information à la fin de novembre 1979 pour les nouveaux représentants de l'Ethiopie. Parmi les sujets abordés, il faut citer la structure du système des Nations Unies, les travaux de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi que certains sujets particuliers, notamment le désarmement, la science et la technique et le nouvel ordre économique international.

10. Réunions d'information à l'intention de jeunes diplomates des Nouvelles-Hébrides (Genève)

55. Au cours de la semaine du 24 au 28 mars 1980, l'UNITAR a organisé une série de réunions d'information à Genève à l'intention de deux jeunes diplomates des Nouvelles-Hébrides. Ces réunions ont été organisées sur la demande de l'Agence de coopération culturelle et technique, dont le siège est à Paris, afin de les familiariser avec les principaux aspects de l'activité du système des Nations Unies pour qu'ils puissent mieux s'acquitter de leurs fonctions diplomatiques et administratives après l'accession des Nouvelles-Hébrides à l'indépendance, qui devait avoir lieu un peu plus tard.

#### D. Participation aux activités de formation interorganisations

56. L'UNITAR continue à participer à des opérations destinées à promouvoir la collaboration entre responsables de la formation au niveau interorganisations. Le représentant de l'UNITAR au Sous-Comité de la formation du personnel du Comité consultatif pour les questions administratives a été élu Vice-Président à la réunion annuelle du Sous-Comité, qui s'est tenue en octobre au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). A cette réunion, le Sous-Comité a prié l'UNITAR d'assumer le principal rôle dans l'organisation, à Genève, d'un programme de formation sur le concept, la nature et le rôle de la fonction publique internationale, destiné aux administrateurs auxiliaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Le programme est prévu, provisoirement, pour le mois d'octobre 1980. L'Institut a également accepté de préparer pour la réunion de 1980 du Sous-Comité une session de démonstration sur la manière dont le concept du nouvel ordre économique international peut être présenté à un public de non-spécialistes.

57. Un représentant du Département de la formation a également assisté à la réunion annuelle de l'Equipe spéciale sur le développement rural du Comité administratif de coordination, tenue à New York les 28 et 29 janvier 1980. L'objectif de la réunion était d'élaborer une analyse interorganisationnelle des programmes de développement rural dans le système des Nations Unies.

#### E. Analyse des programmes de stage des Nations Unies

58. Une étude portant sur les stages et les bourses de perfectionnement offerts par l'Organisation des Nations Unies, le PNUD et l'UNITAR depuis 30 ans sera prête pour la publication en 1981. L'analyse sur ordinateur des données relatives aux stagiaires (âge, répartition géographique, langues, formation scolaire et universitaire, spécialisation, parrainages professionnels, sources de financement, affectation dans les divers services des Nations Unies) fournira la matière de rapports statistiques et descriptifs. Des rapports approfondis ont été établis sur les programmes de stage de l'UNITAR, du Département de l'information du Siège, du programme de stages d'études du Service de l'information de l'Office des Nations Unies à Genève, du Programme de stage du PNUD et du Service de recrutement des administrateurs du Bureau des services du personnel.

59. L'étude fait le bilan de la vaste gamme d'expériences, dans le domaine de l'information et de l'analyse des tâches, mise au service des jeunes d'un nombre croissant de pays et vise essentiellement à mettre au point les principes directeurs des programmes futurs. Un appui supplémentaire en ce sens est assuré par la coopération systématique instaurée entre les départements, avec les chefs de programmes de stage.

60. Il est pris note dans l'étude de la résolution 34/151 de la trente-quatrième Assemblée générale, dans laquelle l'année 1985 est désignée comme l'Année internationale de la jeunesse. Le programme de stage est conforme à la résolution 34/163, intitulée "Politiques et programmes relatifs à la jeunesse" dans laquelle l'Assemblée reconnaît que la pratique des stages pour les jeunes aiderait à réaliser avec succès les objectifs de l'Année internationale de la jeunesse. Le projet de directives joint en annexe à cette résolution propose d'étendre la pratique des stages "afin de donner aux jeunes de toutes les régions du monde la possibilité de travailler au service de l'Organisation des Nations Unies pendant de courtes périodes et d'apprendre ainsi directement à connaître ses activités". Selon les directives, "ces stages ne devraient pas être limités au Siège de l'Organisation des Nations Unies".

## CHAPITRE II

### RECHERCHE

61. Dans ses travaux, le Département de la recherche s'attache tout particulièrement aux questions qui revêtent actuellement une importance primordiale et présentent le plus d'intérêt pour la communauté internationale. Au cours de l'année considérée, les recherches ont été entreprises dans le cadre de deux programmes : a) programme de recherches sur les Nations Unies et le nouvel ordre économique international; et b) programme de recherches sur le droit international, la diplomatie et la sécurité. Chaque programme porte sur différents aspects de l'évolution au niveau mondial et au niveau institutionnel.

62. Grâce à son statut autonome, l'UNITAR peut entreprendre ces recherches dans une optique indépendante et souple tout en ayant accès au système des Nations Unies. Des relations étroites ont été maintenues avec des universités, des instituts de recherche et des spécialistes renommés dans le monde entier. On a de plus en plus tendance à commander des études permettant de maximaliser la collaboration entre l'UNITAR et des personnalités et des instituts de premier plan de diverses régions et de divers pays.

63. Au cours de l'année considérée, l'UNITAR a publié trois études portant sur la planification préalable dans le cas de catastrophes naturelles, la fonction publique internationale et la théorie et la méthodologie de la planification dans les pays en développement. Des avant-projets de plusieurs autres études ont été achevés. En outre, l'UNITAR a distribué quatre documents de travail dans sa série sur la science et la technique au service du développement et lancé une série de documents de travail concernant la mise au point de modèles à l'échelle mondiale. Au cours de l'année considérée, le Département de la recherche a organisé deux importants séminaires, l'un sur "les arrangements financiers pour la promotion de la science et de la technique au service du développement" et l'autre sur les "problèmes de la planification dans les pays en développement".

64. Au cours de l'année écoulée, un nombre important de projets de recherche ont été entrepris grâce à des ressources financières extérieures. Des subventions destinées à des affectations spéciales ont été reçues des Gouvernements autrichien, norvégien, suédois, des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques; du secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement; du Conseil norvégien de la recherche pour la science et les humanités, et des Fondations Ford et Dana.

65. On trouvera à l'annexe VI une liste des documents de recherche pertinents présentés lors de réunions d'associations professionnelles et des études autres que celles publiées par l'UNITAR.

#### A. Programme de recherches sur les Nations Unies et le nouvel ordre économique international

##### 1. Gestion de l'interdépendance : les organisations internationales en transition

66. Ce projet comporte la publication d'une série de documents sur des problèmes tels que la coordination, la planification, la programmation, la budgétisation, l'évaluation ainsi que d'autres aspects, de la gestion dans le système des Nations Unies. Une place importante est accordée à l'introduction de réformes et d'innovations telles que celles qui sont liées à la restructuration. A la suite

d'un séminaire sur la restructuration organisé par l'UNITAR en 1978, on a établi un projet de rapport sur ce séminaire. Au cours de l'année dernière, deux documents décrivant et analysant les divers aspects de la restructuration ont été rédigés (voir l'annexe II pour le titre de ces documents).

## 2. Manière de répondre aux besoins humains : évaluation comparative des conférences mondiales des Nations Unies

67. Ces activités de recherche font suite au projet de l'UNITAR dans le cadre duquel il a été procédé à une analyse du rôle et des fonctions des conférences mondiales des Nations Unies. Des études ont été réalisées sur huit conférences différentes, à savoir la Conférence sur le milieu humain, la Conférence mondiale de la population, la Conférence mondiale de l'alimentation, HABITAT, la Conférence mondiale sur l'emploi de l'Organisation internationale du Travail, la Conférence sur l'eau, la Conférence sur la désertification et la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement. On est en train de regrouper ces différentes études dans un volume unique intitulé "Evaluation comparative des conférences mondiales des Nations Unies" qui sera publié cette année. Ce volume contient une analyse comparative des différentes phases des conférences mondiales et s'efforce d'évaluer leurs effets, aussi bien en tant que lieu d'échanges diplomatiques et de dialogues que moyens de répondre aux besoins humains.

## 3. Cadre institutionnel pour un nouvel ordre économique international

68. Lancé en 1977 grâce à un appui financier de la Fondation Ford, ce projet consiste à analyser, sur la base de monographies étroitement reliées entre elles, les aspects institutionnels du dialogue relatif à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. On est parti de l'hypothèse, pour l'établissement de ces monographies, qu'il existe un rapport étroit entre les arrangements institutionnels multilatéraux relatifs à la planification, à la négociation et à la mise en oeuvre d'un nouvel ordre économique international et la structure, le contenu et la légitimité de cet ordre. Ces monographies étudient le rôle des institutions dans la création d'un nouvel ordre et, dans la mesure où elles ont un caractère prospectif, proposent les structures institutionnelles qui leur paraissent les mieux susceptibles d'assurer la participation équitable et efficace de tous les Etats Membres. Sur la base de ces monographies, une étude détaillée des systèmes de négociation des organismes économiques multilatéraux sera publiée plus tard dans l'année.

## 4. Prise de décisions et prévisions dans leurs rapports avec le développement : questions de méthode

69. Entrepris en 1978, ce projet consiste à examiner de nouvelles méthodes en matière de prise de décisions et de prévisions dans le domaine du développement social, économique et politique. On utilise une méthode d'analyse de systèmes pour évaluer les relations entre les éléments d'un modèle mondial de développement intégré, en mettant spécialement l'accent sur les questions relatives à la justice sociale. Des méthodes d'analyse du même ordre ont également été mises au point à partir d'une évaluation quantitative de la répartition du pouvoir, des modes de participation à divers niveaux et de l'influence des différents participants sur le processus de prise de décisions dans le domaine du développement. Grâce à un appui financier de l'UNESCO, la situation particulière de certains pays en développement (tels que le Sri Lanka, la Syrie et la Turquie) a pu être examinée de ce point de vue; une attention particulière a été accordée à la répartition du revenu, à l'élimination des inégalités sociales et économiques et aux priorités correspondantes en matière de dépenses.

5. Théorie et méthodologie de la planification dans les pays en développement

70. L'Institut africain de l'Académie des sciences de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a établi pour le compte de l'UNITAR une étude sur la théorie et la méthodologie de la planification dans les pays en développement. Cette étude qui a été examinée lors d'un colloque de recherche de l'UNITAR en 1979 vient d'être publiée 3/. Comme suite à ce projet, l'UNITAR et l'Institut africain ont organisé un séminaire sur des problèmes de planification dans les pays en développement qui a eu lieu dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques du 17 septembre au 8 octobre 1979. Vingt-huit représentants de 18 pays en développement ont participé à ce séminaire au cours duquel on a adopté une méthode comparative pour examiner l'expérience des pays en développement en matière de planification.

6. La science et la technique au service du développement : réactions suscitées par le Programme d'action de Vienne et application de ce programme (Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement)

71. Au cours de ces deux dernières années, une équipe de recherche de l'UNITAR a étudié les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement et les questions dont elle était saisie. Au titre de la contribution de l'UNITAR à la Conférence, cette équipe a produit une série de documents sur la science et la technique, qui sont maintenant au nombre de 11. Quatre documents ont été publiés au cours de la période à l'examen 4/. La série tout entière est maintenant en cours de révision, et les documents seront publiés cette année en deux volumes. Ces documents étudient un grand nombre des aspects spécifiques, financiers et institutionnels des politiques générales de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique au service du développement. Dans le cadre de ce projet, un séminaire sur les "Arrangements financiers pour la promotion de la science et de la technique au service du développement" a été organisé à Schloss Hernstein (Autriche) en juillet 1979. Ce séminaire a été financé par le Gouvernement autrichien et par le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. La Conférence étant terminée et le Programme d'action de Vienne ayant été adopté, l'équipe de chercheurs aborde maintenant la deuxième phase du projet qui porte sur les réactions des organismes gouvernementaux, non gouvernementaux et intergouvernementaux au Programme de Vienne et sur sa mise en application.

7. Prévention des catastrophes naturelles : rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'élaboration de plans de secours en prévision des catastrophes

72. L'UNITAR vient de publier une étude 5/ entreprise en 1977 grâce à une subvention de la Fondation Rockefeller et examinant les moyens par lesquels les organismes des Nations Unies pourraient promouvoir plus efficacement des programmes

---

3/ Planning in Developing Countries : Theory and Methodology, UNITAR/Africa Institute/USSR Academy of Science, 1980 (numéro de vente : F.80.XV.ST/17).

4/ Maria Bergom Larson, "Women and Technology in the Industrialized Countries"; Zenebework Tadesse, "Women and Technological Development in Agriculture : An Overview of the Problems in Developing Countries"; Mangalam Srinivasan, "The Impact of Science and Technology and the Role of Women in Science in Mexico"; et Volker Rittberger et John Renninger, "Financial Arrangements for the Promotion of Science and Technology for Development".

5/ Barbara Brown, Disaster Preparedness : Advance Planning for Disaster Relief (Pergamon Press : Elmsford, N.Y.), 1979.

de prévention des catastrophes naturelles. La prévention des catastrophes naturelles est définie dans cette étude comme les mesures prises en vue d'organiser efficacement les efforts de sauvetage, de secours et de reconstruction en cas de catastrophe. L'étude expose les avantages qu'il peut y avoir à formuler des plans nationaux de secours en cas de catastrophe et les problèmes à résoudre pour s'acquitter de cette tâche.

#### 8. Les Etats non alignés et les Nations Unies dans le contexte du nouvel ordre économique international

73. Une étude en deux parties sur la question est prête d'être achevée. La première partie rend compte des recherches approfondies sur les relations entre le Mouvement non aligné et l'Organisation des Nations Unies; la deuxième partie concerne le rôle des Etats non alignés dans le dialogue Nord-Sud. Les recherches en vue de cette étude ont été effectuées lors de la réunion du Bureau des pays non alignés à La Havane en mai 1978; lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés à Belgrade en juillet 1978, lors de la réunion du Bureau des pays non alignés à Colombo en juin 1979, et lors de la sixième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés à La Havane en septembre 1979. En outre, entre 1976 et 1980 des entretiens ont été organisés avec des représentants de pays non alignés à l'Organisation des Nations Unies. Divers documents et articles portant sur certains aspects du sujet ont été terminés, et le texte définitif intitulé "Le non-alignement dans un monde aligné", sera publié vers la fin de 1980.

#### 9. Le Conseil d'assistance économique mutuelle et le développement

74. Cette étude qui est réalisée pour le compte de l'UNITAR par l'Institut de l'économie mondiale de l'Académie hongroise des sciences comprend des monographies sur les relations entre les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle et 11 pays en développement, ainsi que des études sectorielles portant sur certains thèmes concernant les relations entre le CAEM et les pays en développement. Les conclusions de ces deux types de travaux ont été regroupées dans un rapport unique, qui a été publié à l'état de projet. On prévoit que cette étude qui sera publiée vers la fin de 1980 permettra de mieux comprendre la structure moderne du système des relations internationales.

#### 10. Coopération régionale en vue du développement en Amérique latine

75. Divers exposés et articles relatifs à ce sujet ont été rédigés (voir annexe VI) et le reste de l'étude sera terminé en 1980. Cette étude examine les différentes formes que pourrait prendre la coopération économique régionale, en tenant compte de la dynamique de l'ordre économique mondial et de l'évolution de la situation dans la région. Elle comprendra un examen approfondi des tendances futures et des indications sur les mesures à prendre pour mettre en oeuvre les nouvelles méthodes et politiques du système des Nations Unies dans ce domaine. Cette étude est effectuée avec la coopération du PNUD, de la Commission économique pour l'Amérique latine et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que d'un certain nombre d'instituts et d'organisations de recherche d'Amérique latine.

11. Migration intrarégionale dans les pays des Caraïbes membres du Commonwealth et ses conséquences pour les politiques démographiques et la planification du développement

76. Ce projet qui a pour objectif l'étude des rapports entre l'accroissement de la population, les migrations et l'évolution économique et sociale dans le contexte des pays des Caraïbes membres du Commonwealth, ainsi que ses conséquences pour la planification du développement, est censé être exécuté en commun par l'UNITAR, l'Institut de recherche sociale et économique, qui a des branches à la Trinité, à la Jamaïque et dans les Barbades, et plusieurs autres instituts de recherche dans les Caraïbes. A cet égard, le projet vise à encourager un effort de coopération sur une question qui a eu et continue d'avoir de profondes conséquences sociales et économiques pour la région, et pour laquelle il n'existe pas encore d'approche unifiée. Grâce à une subvention du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, un grand nombre d'activités préliminaires ont été achevées, et un associé de l'UNITAR s'est rendu en mission au cours de l'été 1979 dans six pays des Caraïbes qui connaissent des mouvements migratoires intrarégionaux.

12. Organisation des carrières dans le système des Nations Unies

77. Comme suite à l'étude sur l'organisation des carrières que l'UNITAR a effectuée en 1978 pour le compte de la Commission de la fonction publique internationale, une série d'études sur ce sujet ont été réunies sous une forme révisée en un seul volume et publiées <sup>6/</sup>. Les questions relatives à l'organisation des carrières ont été examinées des points de vue suivants : définitions de la fonction publique internationale, recrutement et organisation des carrières dans le système des Nations Unies et les femmes dans la fonction publique internationale. L'étude initiale mentionnée ci-dessus a été publiée dans le même volume que le résultat des recherches entreprises antérieurement par l'UNITAR sur la fonction publique internationale ainsi que différents exposés sur le recrutement et d'autres problèmes de personnel analysés par les experts de la Commission et du Corps commun d'inspection.

13. La créativité de la femme dans des sociétés en évolution

78. Dans le cadre de sa contribution à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, l'UNITAR organise un séminaire qui aura lieu à Oslo (Norvège) en juillet 1980 sur "La créativité de la femme dans des sociétés en évolution". Ce séminaire qui réunira des femmes venant de toutes les régions et appartenant à toutes les cultures portera surtout sur la manière dont des femmes douées de facultés créatrices ont réussi à surmonter les obstacles s'opposant à leur progrès dans leurs professions respectives. Plus précisément, les principaux objectifs de ce séminaire sont : a) de définir les éléments psychologiques et structurels qui à la fois causent et empêchent la créativité chez les femmes, et d'examiner les ressemblances et différences qui existent entre des femmes créatrices exerçant la même profession; b) d'examiner d'autres perspectives, structures et institutions propres à assurer la promotion de la femme; et c) d'étudier et d'encourager l'organisation de réunions, séminaires et réseaux régionaux complémentaires. Le séminaire est organisé grâce à une subvention des Gouvernements norvégien et suédois et du Conseil norvégien de la recherche pour la science et les humanités.

---

<sup>6/</sup> Norman Graham et Robert S. Jordan éditeurs, The International Civil Service : Changing Role and Concepts (Pergamon Press : Elmsford, N.Y.), 1980.

B. Programme de recherche sur le droit international,  
la diplomatie et la sécurité

1. Problèmes posés par la réglementation juridique au niveau international :  
travaux préparatoires relatifs aux conventions multilatérales des  
Nations Unies

79. Le projet de recherche élaboré par l'UNITAR dans ce domaine a deux objectifs. Le premier est d'entreprendre une analyse systématique des travaux préparatoires relatifs à certaines conventions des Nations Unies. Il faut pour cela retracer l'origine de chaque terme et expression importants et déterminer en outre quelles sont les propositions qui ont été présentées au cours des négociations mais qui n'ont pas été mises en oeuvre et qui, pour cette raison même, peuvent faire la lumière sur la signification du texte adopté. Le second est de reproduire, sous la forme appropriée, tous les documents se rapportent à chaque convention. Il s'agirait donc là d'un travail de recherche scientifique et juridique objective visant exclusivement à fournir sous une forme facilement utilisable les documents qui sont indispensables aux spécialistes de cette question. Les travaux porteront essentiellement au début sur la Convention relative au statut des réfugiés de 1951, le Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967 et la Convention relative au statut des apatrides de 1954.

2. Evaluation de la responsabilité des Etats pour les dommages causés par des  
innovations scientifiques et techniques

80. Réalisé avec l'aide financière de la Fondation Volkswagen, ce projet est une étude détaillée et approfondie des incidences des progrès scientifiques et techniques sur la responsabilité des Etats en vertu du droit international pour des dommages causés par le mauvais usage ou la négligence dans le contrôle des instruments, des matériaux ou des combustibles faisant appel à des techniques de pointe. Des travaux de recherche très étendus ont été effectués par une équipe internationale de chercheurs, et trois chapitres de l'étude ont déjà été rédigés à l'état de projet.

3. Présidence du Conseil de sécurité

81. On a procédé au cours de l'année à la révision des documents établis à l'occasion du Séminaire de l'UNITAR sur la présidence du Conseil de sécurité, et à l'établissement d'un rapport sur les actes du séminaire.

82. Le texte de deux volumes a été mis au point. Le premier qui est intitulé "Paths to Peace : the UN Security Council and its Presidency" ("Les chemins de la paix : le Conseil de sécurité des Nations Unies et sa présidence") et qui doit être publié par Pergamon Press, comprend une introduction du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et une série d'exposés rédigés par d'anciens présidents et des experts renommés des questions concernant le Conseil de sécurité. Le deuxième qui est intitulé "Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies : vers une plus grande efficacité" et qui doit être publié par l'UNITAR, comprend un rapport sur le séminaire ainsi que des documents de référence et notamment des propositions formulées par certains Etats Membres sur les moyens de renforcer l'efficacité du Conseil de sécurité.

83. La présidence du Conseil est souvent au coeur de négociations compliquées sur des questions concernant le maintien ou le rétablissement de la paix. Par conséquence, si les fonctions de Président étaient exercées avec une compétence et une efficacité accrues, les conséquences qui en résulteraient pour ce qui est des travaux du Conseil et de l'issue des négociations dans une situation donnée, pourraient être considérables. On a examiné et évalué la façon dont le rôle du Président a évolué, en particulier durant les dix dernières années en tenant compte de l'évolution des méthodes de travail du Conseil, de la nature des questions dont il est saisi et du nombre de membres du Conseil.

84. En préparant ces deux volumes en vue de leur publication, on est parti du principe qu'un exposé de l'expérience et des points de vue concernant la présidence du Conseil de sécurité et le renforcement de l'efficacité du Conseil pourrait être utile aux futurs présidents, aux représentants des Etats qui sont ou pourront devenir membres du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux fonctionnaires internationaux. Cet ouvrage pourra également aider les chercheurs et le grand public à mieux comprendre le rôle du Conseil de sécurité.

#### 4. Rôle du Cabinet du Secrétaire général dans le domaine de la sécurité internationale

85. Cette étude décrit et analyse le rôle joué par le Cabinet du Secrétaire général dans la solution de certains types de conflits au cours de la période 1972-1976. Les monographies concernant Chypre, le Timor et le sous-continent indien ont été achevées, et on publiera un volume unique regroupant des extraits de ces monographies.

#### 5. L'élimination du racisme et de la discrimination raciale par l'éducation et d'autres moyens de persuasion

86. Cette étude qui a été examinée lors d'un colloque de recherche organisé par l'UNITAR, retrace l'historique et les origines du racisme et de la discrimination raciale et propose des façons d'utiliser l'éducation ainsi que d'autres moyens de persuasion pour éliminer ces pratiques. Les activités du système des Nations Unies ont reçu une attention particulière. L'étude qui sera intitulée "Le racisme et son élimination" sera publiée en 1980.

87. Comme suite à une demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/99, l'UNITAR organise un colloque international sur l'interdiction de l'apartheid, du racisme et de la discrimination raciale et sur la réalisation de l'autodétermination, en accordant une attention particulière aux principes de la non-discrimination et de l'autodétermination en tant que règles impératives du droit international. Le colloque sera organisé vers la fin de 1980 en coopération avec la Division des droits de l'homme et en consultation avec d'autres services intéressés de l'Organisation des Nations Unies, et il aura lieu en Afrique australe, dans le nouvel Etat du Zimbabwe.

#### 6. Droits de l'enfant

88. L'UNITAR exécute actuellement un projet sur les droits juridiques de l'enfant, en collaboration avec le secrétariat de l'Année internationale de l'enfant et grâce à une subvention du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique. Le projet consiste à aider environ 60 commissions nationales de l'Année internationale de l'enfant à obtenir les services de juristes dans leurs pays respectifs en vue de procéder à une collecte, étude et analyse systématiques de la législation et du droit coutumier

du pays en question du point de vue des droits de l'enfant. Les objectifs de ce projet, qui a été mis au point en vue de promouvoir les activités relatives à l'Année internationale de l'enfant (1979) sont : a) d'aider les gouvernements à améliorer de façon durable le bien-être de l'enfant et b) de faciliter l'étude et la comparaison des dispositions des différents systèmes juridiques du monde intéressant les enfants. L'UNITAR regroupera en un seul volume certaines de ces monographies.

7. Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion de la coopération entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents

89. Un manuscrit sur la coopération entre pays ayant des structures économiques et sociales différentes a été rédigé pour le compte de l'UNITAR par un groupe de chercheurs de l'Institut pour l'étude de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences de l'URSS. Deux autres études analysant la suite à donner à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, en particulier dans le domaine des échanges économiques et technologiques viennent également d'être achevées. La première qui est intitulée "The Helsinki Final Act Viewed in the UN Perspective" évalue l'intérêt que présentent pour l'Organisation des Nations Unies les recherches relatives à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et examine la suite à donner à la Conférence, en analysant les voies et moyens de développer et de renforcer les procédures et mécanismes mis au point pour promouvoir l'application de l'Acte final. La deuxième étude, intitulée "Evolving a Conceptual Framework of Inter-System Relations" analyse les aspects théoriques et pratiques des relations entre pays dotés de systèmes différents, en appliquant trois grandes approches théoriques aux relations entre pays dotés de systèmes différents. Le but de cette étude est d'utiliser les possibilités intellectuelles offertes par la théorie des sciences sociales en vue de mieux comprendre les modalités de la coopération Est-Ouest dans les domaines économique et autres. Toutes ces études seront publiées par l'UNITAR.

8. Inventaire des travaux de recherche intéressant l'Organisation des Nations Unies effectués en Europe

90. A l'heure actuelle, il est difficile, aussi bien pour les théoriciens que pour les praticiens, de savoir quels travaux de recherche sont en cours en Europe sur les problèmes intéressant l'Organisation des Nations Unies. Grâce à une subvention de la Fondation Volkswagen, l'UNITAR a pu établir un répertoire systématique des experts et des instituts spécialisés dans ce domaine. Ce répertoire a été examiné lors d'un colloque de recherche tenu à Genève.

C. Coopération dans le domaine de la recherche

91. Organisme du système des Nations Unies, l'UNITAR doit desservir une communauté internationale ayant des intérêts et des systèmes de valeur différents. Les recherches de l'UNITAR doivent être à la fois acceptables et revêtir de l'intérêt pour un public varié. Ce public comprend :

a) Les représentants permanents et les membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies;

b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et d'autres fonctionnaires internationaux;

c) Divers conseils et comités ou autres organes des Nations Unies;

d) Des chercheurs qui s'intéressent aux problèmes des Nations Unies et aux problèmes mondiaux;

e) Les personnes participant à certains programmes de formation de l'UNITAR;

f) Les fonctionnaires nationaux travaillant à des problèmes liés aux Nations Unies;

g) Les représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres membres du grand public qui participent au développement d'idées qui influenceront sur le système des Nations Unies.

92. L'utilité des recherches de l'UNITAR est assurée grâce à des consultations avec les membres des missions permanentes et avec d'autres personnes lors de la formulation des projets qui sont ultérieurement soumis à des groupes d'étude et pour lesquels on choisit ensuite des formes appropriées de publication et de diffusion. Cette manière de procéder fait que les études de l'UNITAR bénéficient de conseils émanant de sources très diverses dans le monde entier.

93. L'UNITAR commande des documents et consulte des experts choisis sur une très large base géographique en dehors du système des Nations Unies. Au cours de la période considérée, un grand nombre de personnes ont participé aux travaux du Département de la recherche, soit en qualité d'auteurs de documents, soit en qualité de consultants. Ainsi, leur rôle diffère de celui des nombreuses personnes de nationalités diverses qui ont assisté aux colloques de l'UNITAR, participé aux groupes d'étude, lu les manuscrits et donné leur avis à ce sujet avant publication. Parmi elles, on peut citer des membres d'académies nationales des sciences, des professeurs de grandes universités et des membres d'instituts de recherche, qui viennent de tous les coins du monde.

94. Au cours de la période considérée, des fonctionnaires de l'UNITAR ont été invités à faire des conférences dans leurs domaines de spécialisation, dans de nombreuses universités et collèges et ont participé à de nombreuses tribunes et groupes d'études. Des contacts sont également maintenus avec la communauté universitaire mondiale grâce à l'organisation, à l'intention des principaux responsables universitaires du monde qui visitent l'Organisation des Nations Unies, de réunions d'informations sur les recherches de l'UNITAR. Des fonctionnaires de l'UNITAR ont en outre participé activement en tant que spécialistes à des programmes d'études organisés à l'intention d'étudiants d'universités par l'Organisation des Nations Unies. Des fonctionnaires de l'UNITAR ont activement participé aux programmes de diverses associations professionnelles et ont été mis au service de certaines de ces associations. On trouvera à l'annexe VI les titres de certains des exposés qu'ils ont présentés.

95. Au cours de l'année considérée, le Département de la recherche a engagé neuf chercheurs en qualité de stagiaires et d'experts invités pour travailler à des projets de l'Institut.

## CHAPITRE III

### PROJET SUR LE FUTUR

96. Les différentes parties du Projet sur le futur sont désormais étroitement imbriquées. Le projet intitulé "Technologie, répartition interne et relations Nord-Sud" cherche à identifier et à élucider les problèmes inhérents à un nouvel ordre économique international, mais qui n'apparaissent pas nécessairement dans la législation élaborée rapidement à la suite de compromis. Le projet examine les mécanismes sociaux et économiques qui sont à l'oeuvre dans la réalisation et l'évaluation d'objectifs multiples souvent contradictoires. Les conférences régionales en Afrique (1977) et en Asie (1980) analysent les obstacles entravant la mise en place du nouvel ordre économique international dans le contexte élargi du processus historique des 30 dernières années, la nature particulière des relations actuelles d'autorité, la militarisation et les interactions des groupes ou les conflits de classes caractérisés par la persistance, voire la réapparition, de certaines tendances culturelles. De leur côté, les projets concernant l'énergie et les ressources naturelles explorent d'abord d'une manière empirique, mais aussi désormais par une approche théorique, jusqu'à quel point les considérations d'ordre écologique, et celles concernant la pénurie de ressources, sont susceptibles de contrarier ou de fausser l'évolution des économies nationales et de la communauté internationale vers un monde d'où la pauvreté des masses aura été supprimée.

97. Le bulletin "Important for the Future", qui est désormais publié à dates régulières, est envoyé au cours de l'année à des organisations internationales, à des fonctionnaires de gouvernements membres et à des particuliers. Outre que ses rédacteurs participent aux débats fort animés sur les perspectives énergétiques mondiales, le bulletin a servi de tribune où sont exposées des idées sur les perspectives agricoles et des directives en matière de nutrition, sur les innovations scientifiques et techniques, et sur les problèmes écologiques et climatiques qui se posent à l'échelle mondiale.

#### A. Options

##### 1. Technologie, répartition interne et relations Nord-Sud

98. Le stade où en est ce projet est décrit en détail dans un "troisième rapport intérimaire", document que l'on peut obtenir séparément. Le projet s'attache à découvrir pour quelles raisons les résultats des politiques de développement national et de coopération internationale suivies dans le passé sont jugés aujourd'hui si décevants. La Stratégie internationale du développement pour les années 70 définit avec beaucoup de force une série d'objectifs qui doivent faire l'objet d'une analyse visant à les relier les uns aux autres ainsi qu'aux mesures conçues pour les réaliser. Un aspect particulier de la Stratégie a souvent été négligé, en l'occurrence qu'il n'est plus possible de considérer la répartition équitable des richesses uniquement comme un objectif normatif parmi d'autres, ou comme un sous-produit automatique de la croissance. La répartition actuelle des richesses doit être considérée comme partiellement responsable du mauvais fonctionnement des économies de nombreux pays et de l'économie mondiale

dans son ensemble. Bien que les instruments d'analyse qui ont été mis au point soient d'une application très générale, tant dans le Nord que dans le Sud, ils sont particulièrement adaptés aux conditions nées de l'inégalité des échanges, de la pression démographique, de la forte élasticité de l'offre de main-d'oeuvre et d'une dualité d'ordre technologique qui caractérisent les conditions de vie de la majorité de la population du tiers monde. En outre, à travers la turbulence de ces dernières années, se sont fait jour un grand nombre de situations qui montrent que les améliorations d'ordre social ne peuvent attendre une nouvelle période de croissance économique, et où se manifeste un besoin urgent de trouver une nouvelle voie, d'opter pour l'autosuffisance.

99. On aurait donc tort de considérer ce projet comme purement académique. Dans la mesure où des hommes politiques et des chercheurs en sont devenus conscients, il a suscité un très vif intérêt. En fait, le projet a maintenant des partisans de plus en plus nombreux, poussés par l'angoisse et le désespoir de certains milieux qui ne trouvent aucune raison d'espérer en des modèles qui leur semblent en partie périmés, tout en étant réconfortés par la conviction qu'un esprit inquisiteur a son rôle à jouer dans la recherche d'approches innovatrices. Ces convictions, qui émanent aussi bien de particuliers que d'institutions, originaires de différents pays, se sont abondamment exprimées lors de la Conférence de New Delhi sur les diverses stratégies de développement possibles et l'avenir de l'Asie. Il n'est pas surprenant de constater que ce message s'écarte de la philosophie qui anime encore les débats des Nations Unies, dans la mesure où ce retard ne fait que traduire l'inertie inévitable des institutions. Il est cependant symptomatique de voir que, au sein de l'équipe spéciale sur les objectifs de développement à long terme du Comité administratif de coordination, se manifestent quelques approches nouvelles qui recourent celles du Projet sur le futur de l'UNITAR; des convictions semblables ont été exprimées au Département des affaires économiques et sociales internationales, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à l'Organisation internationale du Travail et à la Banque mondiale.

100. Les premiers travaux sur le projet se fondaient sur des analyses approfondies de scénarios et des modèles mathématiques "explicatifs", qui cherchaient à définir les relations causales animant les différents types d'interaction entre les économies nationales d'une part et le système international d'autre part. Ces interactions ne sont pas très bien comprises si l'on se fie aux méthodes d'analyse traditionnelles pour examiner les stratégies antérieures des Nations Unies ou à certains documents prestigieux tels que le rapport de la Commission Brandt sur le développement international. L'action de "dételer" (se détacher du Nord) et "de ratteler" (renouer des liens avec le Sud et, également, quoique différemment, avec le Nord) caractérise les politiques visant à l'autosuffisance. Elle nécessite qu'un changement décisif s'opère à un rythme régulier dans la gamme des productions d'une économie, soit graduellement au moyen de plans de réforme, soit de manière plus brutale dans les situations révolutionnaires : un changement réalisé en donnant une autre orientation aux nouveaux investissements, et en tenant compte du fait qu'une première redistribution, même si elle ne met en cause que les bas revenus, facilite sensiblement le développement industriel. Le choix entre plusieurs technologies est considéré comme un instrument essentiel de ce genre de politique, puisque les préférences en matière de technologie qui

ne sont pas suffisamment déterminées en fonction d'objectifs sociaux peuvent créer des situations qu'il est souvent difficile de renverser. A partir de cette idée, on a consacré des travaux approfondis, tant empiriques qu'analytiques, à l'étude d'un grand nombre d'activités industrielles, en élaborant des critères de choix et en formulant un cadre d'analyse à partir duquel il est possible de définir des ensembles optimum, combinant des techniques très avancées avec des procédés à forte intensité de travail plus simples.

101. Les plus récents travaux, qui sont axés sur la construction du modèle global, décrivent la dynamique de l'économie mondiale en se basant sur le mode d'opération de six marchés internationaux (produits alimentaires, énergie, minerais, biens d'équipement, armements et produits manufacturés) ainsi que leur incidence sur six différents types d'économies (pays membres de l'OCDE plus avancés, autres pays membres de l'OCDE, pays socialistes industriels, nouveaux pays industriels, pays en développement producteurs de pétrole, et autres pays en développement). Ces travaux ont nécessité une recherche statistique et économétrique considérable. Cette approche nouvelle facilite la détection des forces à l'oeuvre dans le fonctionnement des marchés. Un travail de recherche encore plus avancé en la matière est l'étude du marché des armements et son rapport avec les marchés des produits alimentaires et des biens d'équipement; elle révèle de quelle manière le commerce des armements est susceptible de perpétuer et d'encourager quelques-uns des traits les plus indésirables et les plus inégalitaires de l'économie mondiale.

102. Des travaux récents ont été entrepris sur les débouchés commerciaux des ressources minières épuisables, y compris les principales sources d'énergie. Cette recherche est axée sur leur comportement à long et à court terme. Elle utilise et adapte les modèles originaux et établit un cadre d'analyse servant à déterminer le rythme d'épuisement optimal, ainsi que les politiques à court terme de fixation des prix et de production. Ces travaux ont récemment suscité l'intérêt de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à la Conférence de Taïf (Arabie saoudite) en mai 1980. En outre, l'analyse des données sur les prix que l'on collectionne depuis plus de 100 ans a fourni des résultats intéressants qui aideront peut-être à mieux comprendre certaines phases historiques récentes qui ont été une source de grande confusion et, probablement, de tensions inutiles. Cette optique s'avère également essentielle à quelques-uns des aspects du concept écologique qui s'est fait jour au cours des années 70, et de son intégration dans les stratégies de développement global. Dans la mesure où ce projet complète les grandes conférences organisées par le Projet sur le futur sur les incertitudes de l'approvisionnement, il est très prometteur. La recherche statistique et économétrique déjà faite offre une base solide aux organismes qui traitent des marchés de produits de base, du processus d'industrialisation et de l'élaboration de politiques favorisant l'autosuffisance dans le domaine de l'agriculture. Ce dernier point est particulièrement pertinent aujourd'hui quand on a pu observer, au cours des années 70, d'aberrantes et graves perturbations sur les marchés internationaux de produits alimentaires, qui, parfois, ont paru restreindre ou contrecarrer les efforts faits par les pays en développement pour arriver à l'autosuffisance dans le domaine de l'alimentation.

103. Finalement, les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du projet relatif à la technologie, la répartition interne et les relations Nord-Sud ont été présentés à la Conférence de New Delhi (par. 167 à 169) comme contribuant à étayer scientifiquement les conférences régionales organisées par le Projet

sur le futur. Les équipes responsables de la mise en oeuvre du projet seront donc encore plus étroitement associées à cette autre phase du programme qui comprend la suite à donner à la Conférence de New Delhi et la préparation d'un projet en Amérique latine.

104. Le Projet a été financé par une généreuse contribution du Fonds des Nations Unies pour la planification et les projections relatives au développement (FUNDPAP), et l'étude sur le commerce des armements, par un fonds spécial de l'Assemblée générale pour les études sur le désarmement et par le Comité norvégien sur le contrôle des armements et le désarmement. Ces contributions ont été reçues avec gratitude par l'UNITAR.

## 2. Approches régionales à la problématique du futur

105. Etroitement liées aux travaux entrepris dans le cadre du projet "Technologie, répartition interne et relations Nord-Sud", il faut citer les conférences régionales dont la première, l'Afrique et la problématique du futur, s'est tenue en juillet 1977 à Dakar, et a été suivie par une conférence sur les diverses stratégies du développement possibles et le futur de l'Asie, tenue à New Delhi en mars 1980. Ces conférences exploraient les nouvelles stratégies du développement dans un contexte aussi large que possible, intégrant les dimensions historiques, socio-politiques, militaires et culturelles. Elles ont permis d'enquêter sur les courants d'opinions, dont certains sont très puissants et exercent une forte influence dans un nombre croissant de pays, particulièrement dans ceux qui ont connu un changement de régime.

### a) Stratégies pour le futur de l'Afrique

106. En coopération avec l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) une suite a été donnée à la Conférence de Dakar de 1977 avec l'aide de l'Office suédois pour la coopération en matière de recherche avec les pays en développement (SAREC). Les études suivantes ont été entreprises : a) les perspectives alimentaires pour l'an 2000 et les problèmes de développement rural; et b) les stratégies industrielles possibles en fonction de divers scénarios portant sur la division internationale du travail. La deuxième phase, qui a commencé en juin 1980, bénéficie également d'une subvention importante de la SAREC, et se poursuit dans le cadre de l'UNITAR grâce à une équipe dirigée par Samir Amin, ancien directeur de l'IDEP et en coopération avec le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA). La première partie du projet prolongera le travail déjà effectué sur les problèmes alimentaires et l'industrialisation dans le contexte du développement économique et politique, et bénéficiera du soutien d'un réseau de centres de recherche africains qui sont membres du CODESRIA ainsi que de celui d'organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales de l'Afrique.

### b) Stratégies pour le futur de l'Asie

107. La Conférence de New Delhi a profité de l'expérience de la précédente, tenue à Dakar et a permis de mieux comprendre les problèmes liés à des structures d'inégalité dans les échanges et de dépendance. Plus de 260 documents ont été établis et discutés au sein de cinq groupes de travail : sur l'industrialisation;

sur l'agriculture; sur les structures sociales, culturelles et politiques; et, plus généralement sur les problèmes du tiers monde et du nouvel ordre économique international. La conférence a été financée par l'Office suédois pour la coopération en matière de recherche avec les pays en développement, les gouvernements japonais et hollandais, et un certain nombre d'instituts de recherche indiens.

108. La conférence a beaucoup insisté sur les politiques favorisant l'autosuffisance collective, et a proposé de modifier radicalement les modes actuels de développement, de créer dans le tiers monde des institutions telles qu'une facilité bancaire commerciale et de renforcer les associations de producteurs. On a demandé à l'UNITAR de contribuer à créer ou à aider ces institutions. En outre, dans les prochains mois, le projet sur l'Asie de l'UNITAR organisera un programme de recherches axées sur les efforts faits pour parvenir à l'autosuffisance collective dans la mesure où ils influent sur l'interaction du commerce extérieur et de l'industrialisation. Ce programme comprendra également une étude de la typologie des relations économiques et politiques entre pays développés et pays en développement, y compris les différentes formes de domination politique et culturelle, l'utilisation des excédents de main-d'oeuvre et l'impact des entreprises transnationales sur le processus d'accumulation du capital. On fera bien entendu appel à la collaboration des autres secteurs des Nations Unies.

#### B. Energie et ressources naturelles

109. Les travaux consacrés à l'approvisionnement futur en énergie se sont poursuivis l'année dernière et ont été axés autour de deux conférences internationales importantes. Le projet est parti de l'hypothèse qu'une hausse du prix de l'énergie a pour conséquence d'élargir les réserves énergétiques, en permettant l'exploitation de ressources énergétiques qu'il n'était pas rentable d'exploiter lorsque les prix étaient plus bas. La crainte, auparavant largement répandue, que les ressources énergétiques du monde sont en voie d'épuisement, a partiellement disparue, et c'est l'UNITAR qui, dans une large mesure, a montré lors de ses conférences, que les ressources énergétiques seraient à l'avenir plus abondantes que par le passé. Parce que l'approvisionnement réel, à un moment donné, est déterminé par l'investissement et l'exploitation ainsi que par des facteurs institutionnels et autres, les découvertes résultant de recherches continues, ajoutées à une hausse de prix et à une amélioration de l'économie, peuvent obvier à la crainte d'une éventuelle pénurie de ressources.

110. A la suite de la Conférence sur les pétroles lourds bruts et les sables bitumineux, organisée en juin 1979, une Conférence sur les ressources énergétiques à long terme s'est tenue à Montréal (Canada) du 26 novembre au 7 décembre 1979. Elle était organisée conjointement par l'UNITAR et par Pétro-Canada, avec l'aide du PNUD, de la United States Geological Survey, les Amis de la Terre et un groupe de sociétés énergétiques étatisées. Des ingénieurs, des gestionnaires, des écologistes, des géologues, des économistes et d'autres spécialistes, originaires de plus de 100 pays, ont étudié ensemble les sources d'énergie déjà utilisées et celles qui font l'objet de recherche-développement.

111. Quarante-cinq sources d'énergie ont été étudiées, dont certaines pour la première fois. La Conférence a clairement démontré que de nombreuses sources d'énergie nouvelles ont été négligées ou ignorées par le passé, particulièrement dans les pays en développement. En outre, il est apparu qu'il était souhaitable d'échanger régulièrement des informations et des données d'expérience sur le nombre toujours croissant des sources d'énergie disponibles et sur l'effet des

nouvelles technologies sur l'exploitation de ces ressources. A cet égard, la Conférence devrait apporter une contribution considérable à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui doit se tenir en 1981.

112. Sur la recommandation de la Conférence d'Edmonton sur les pétroles lourds bruts et les sables bitumineux, l'UNITAR est maintenant en voie de créer un centre international d'information sur le pétrole lourd brut et les sables bitumineux. Avec la coopération du PNUD, qui administrera le centre conjointement avec l'UNITAR, on a commencé des activités d'appel de fonds et mis au point un programme de travail provisoire. Le Centre devrait être créé officiellement à la fin de 1980 et sera situé à New York.

## CHAPITRE IV

### BUREAU DE L'UNITAR A GENEVE

113. Le Bureau de l'Institut à Genève a continué à développer ses activités fort diverses, pour répondre aux multiples besoins de la communauté internationale en Europe et à Genève. Comme les années précédentes, le Directeur général, les chefs de département et d'autres hauts fonctionnaires ont participé activement aux travaux du Bureau grâce aux visites qu'ils y ont faites et aux relations qu'ils ont entretenues avec le responsable et d'autres membres du personnel du Bureau de Genève.

114. Une part importante des ressources financières et des ressources en personnel limitées a été à nouveau consacrée aux activités de formation. Des cours et de brefs séminaires d'information sur divers aspects des activités de l'Organisation des Nations Unies, destinés aux membres des missions permanentes et aux représentants participant à des conférences internationales, ont été organisés dans le cadre du programme de formation ordinaire de l'Institut (voir par. 9 à 27 ci-dessus). Parmi ces séminaires, il y a lieu de citer deux innovations : des séminaires hebdomadaires sur l'économie internationale destinés aux diplomates, qui ont eu lieu en janvier et février 1980 (voir par. 19 ci-dessus), et un séminaire de deux jours sur les techniques et les procédures de négociation dans un contexte inter-culturel à l'intention des diplomates de rang élevé des missions permanentes, qui s'est tenu en mai 1980 (voir par. 27 ci-dessus). Ces deux séminaires ont été particulièrement appréciés par tous les participants, qui ont souligné le fait que Genève était devenue peu à peu l'un des grands centres de négociation des questions économiques internationales. En outre, le Bureau de l'Institut à Genève a organisé en collaboration avec l'Association des bibliothèques internationales le deuxième symposium mondial sur la documentation internationale à Bruxelles du 20 au 22 juin 1980 (voir par. 31 ci-dessus).

115. Parmi les programmes de formation de longue durée organisés à partir du Bureau de Genève, il y a lieu de mentionner le programme de bourses de quatre mois en droit international (voir par. 28 ci-dessus), le cours de trois semaines de formation spécialisée sur la documentation internationale (voir par. 29 ci-dessus), et le cours d'orientation de trois mois destiné aux hauts fonctionnaires des gouvernements de la région des Antilles orientales et consacré aux questions de diplomatie multilatérale et de coopération économique internationale (voir par. 52 ci-dessus). Le Bureau de Genève a par ailleurs aidé le Département de la formation à élaborer et à exécuter les projets relatifs à la création d'instituts d'études diplomatiques en Arabie saoudite et en Jamahiriya arabe libyenne (voir par. 49 et 50 ci-dessus).

116. En ce qui concerne les activités de recherche, le Bureau a directement participé à l'administration des quatre projets suivants :

a) Problèmes liés à la coopération internationale et à la prise de décision rencontrés pour satisfaire les besoins de développement dans les domaines de la science et de la technique (voir par. 71 ci-dessus);

b) Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la promotion de la coopération entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents (voir par. 89 ci-dessus);

c) Inventaire des travaux de recherche effectués en Europe sur des questions intéressant les Nations Unies (voir par. 90 ci-dessus);

d) Le Conseil d'assistance économique mutuelle et le développement (voir par. 74 ci-dessus).

117. Comme par le passé, le Bureau a assuré le service de la réunion annuelle des chefs des institutions des Nations Unies pour la formation, la planification et la recherche qui s'est tenue au Palais des Nations les 5 et 6 juillet 1979 (voir ci-après par. 136 à 141).

118. Dans le cadre de ses fonctions de représentation et de liaison, le responsable du Bureau a représenté l'UNITAR à diverses réunions interinstitutions et conférences tenues à Genève et dans d'autres centres européens. Il a été nommé vice-président du Sous-Comité de la formation du personnel du Comité consultatif pour les questions administratives et a participé activement aux travaux du groupe de la formation du personnel des institutions ayant leur siège à Genève.

119. Le Bureau s'est particulièrement efforcé de maintenir et développer ses contacts avec les missions permanentes et avec les communautés internationales et les milieux universitaires de Genève et de la région. Il a accueilli de nombreux visiteurs et a donné des renseignements à divers groupes d'étudiants sur les divers aspects de l'Organisation des Nations Unies. Un membre du Bureau a été invité à donner des cours à l'Université de Dublin, et un autre membre a été chargé de donner un cours à l'Université de Tübingen. Le responsable du Bureau a participé comme professeur à un séminaire annuel relatif aux aspects juridiques du nouvel ordre économique international à l'Institut des hautes études internationales de Genève.

120. Le Bureau a continué à mettre ses installations à la disposition d'un certain nombre de chargés de recherche invités et d'universitaires qui ont effectué des recherches de durée variable sur des sujets relevant de la compétence de l'UNITAR. Le Bureau de Genève a continué également à mettre des bureaux à la disposition d'une équipe de chercheurs qui travaillent à un projet financé par l'Université des Nations Unies et portant sur les buts, processus et indicateurs du développement, et à lui fournir un appui pratique.

121. En ce qui concerne les publications, le Bureau continue à assurer la distribution des publications de l'UNITAR en Europe. La liste des personnes et organisations auxquelles le Bureau envoie les documents de l'UNITAR et qui sont actuellement environ 1 500 ne cesse de s'allonger.

122. Afin de nouer des rapports plus étroits avec la communauté internationale et le grand public à Genève et dans la région, le Bureau a organisé le 27 mai 1980 une table ronde sur le thème "La coopération économique internationale dans les années 80 : problèmes et perspectives". Sous la présidence du Directeur général, deux membres éminents de la Commission Brandt, M. Edward Heath, ancien premier ministre du Royaume-Uni, et M. Shridath Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, ont présenté certaines des principales questions et propositions figurant dans le rapport de la Commission Brandt, publié récemment. M. Gamani Corea, secrétaire général de la CNUCED, M. Jancz Stanovik, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, et M. Paul Jolles, directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures de la Confédération helvétique, ont participé à la discussion. La presse et les autres médias ont beaucoup parlé de cette manifestation, qui a attiré un public important.

123. L'Office des Nations Unies à Genève, en particulier les services de conférence, a continué à apporter une aide et un appui précieux à l'UNITAR pour ses travaux tout au long de l'année.

## CHAPITRE V

### RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

124. L'Université des Nations Unies et l'UNITAR ont continué à collaborer dans un certain nombre de domaines, notamment dans l'exécution à Genève d'un projet commun portant sur les buts, les processus et les indicateurs du développement. Lors de son passage le 13 juin 1980, M. Soedjatmoko, le Recteur désigné de l'Université des Nations Unies, a discuté avec le Directeur général et les membres du Bureau des possibilités d'entreprendre conjointement des activités de recherche et de coopérer à l'avenir.

125. En tant que membre de droit du Conseil de l'Université des Nations Unies, le Directeur général assiste aux sessions du Conseil.

## COOPERATION AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

126. La coopération de l'Institut avec les organismes des Nations Unies a consisté notamment en une coordination et des consultations interorganisations actives ainsi qu'en diverses activités communes. Divers organismes et institutions appartenant au système des Nations Unies ont procuré des animateurs pour des séminaires de l'UNITAR et des experts chargés de fournir des renseignements aux personnes participant à des programmes de formation de l'UNITAR. Des fonctionnaires de ces organismes et institutions ont ainsi participé à des réunions, conférences et groupes de recherche de l'UNITAR intéressant leurs travaux.

127. Le Directeur général et ses proches collaborateurs ont pris une part active aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires, en particulier lorsqu'il s'agissait de questions présentant un intérêt particulier pour l'UNITAR telles que les objectifs économiques à long terme; la restructuration du système des Nations Unies; la condition et le rôle de la femme; la coopération économique et technique internationale; la science et la technique au service du développement.

128. Au chapitre concernant la formation, on a cité un certain nombre de programmes exécutés conjointement par l'UNITAR et par d'autres organes des Nations Unies, ou en collaboration avec ces organes. Ces programmes sont : a) le séminaire à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes à Genève, organisé en collaboration avec la CNUCED; b) le séminaire sur les questions de protocole, organisé en coopération avec le Service du protocole; c) le séminaire d'information sur le droit de la mer, organisé en collaboration avec le secrétariat de la Conférence sur le droit de la mer; d) le séminaire sur le développement économique, organisé avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale; e) le séminaire sur la diplomatie multilatérale, en collaboration avec l'ONUDI; f) le programme de droit international, avec le Bureau des affaires juridiques; g) le cours annuel sur la documentation internationale, avec l'Office des Nations Unies à Genève; h) le programme de bourses pour les questions de désarmement, avec le Centre du désarmement.

129. Le Département de la recherche a également continué à coopérer avec d'autres organismes des Nations Unies. Outre la collaboration étroite établie avec la Commission de la fonction publique internationale et avec le secrétariat de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, des membres du Département ont tenu des consultations avec plusieurs fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies, de la Commission économique pour l'Amérique latine, de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

130. Comme il a été mentionné au chapitre III, le Projet sur le futur a organisé, en étroite collaboration avec le PNUD et d'autres programmes et organismes des Nations Unies, les conférences de l'UNITAR sur l'énergie. L'OIT, l'UNESCO et la CEPAL coopèrent également étroitement au projet concernant la technologie, la répartition intérieure des revenus et les relations Nord-Sud.

## ACTIVITES DIVERSES

A. Enquête sur les progrès accomplis dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international

131. Exécuté en coopération étroite avec le Centre d'études économiques et sociales du tiers monde (Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo-CEESTEM) à Mexico, ce projet s'est considérablement développé au cours de l'année passée. Les recherches portent essentiellement sur les domaines et facteurs critiques relatifs au nouvel ordre économique international pour lesquels il convient d'opérer des modifications et des remaniements, en accordant une attention particulière aux obstacles qui s'opposent à la réalisation des objectifs du développement, et aux stratégies propres à promouvoir l'adoption d'une méthode non traumatisante permettant d'instaurer un nouvel ordre économique international meilleur et plus satisfaisant à l'échelon universel.

132. Ainsi, on a commencé tout d'abord par identifier les objectifs du nouvel ordre économique international qui ont fait l'objet d'un accord au niveau international. A cette fin, une équipe de chercheurs de l'UNITAR a dépouillé quelque 4 000 documents de l'Organisation des Nations Unies et des organismes internationaux apparentés, identifié les principaux objectifs qui ont été arrêtés d'un commun accord ou examinés, les a classés selon 25 thèmes et en a élaboré la définition dans chacun de ces thèmes. Les résultats ont été publiés en 1978 sous le titre "The Objectives of the New International Economic Order" 7/ (Les objectifs du nouvel ordre économique international). La réaction qu'a suscitée cette publication a montré qu'il était important de préciser les principes de base du nouvel ordre économique international, à la fois pour faciliter les négociations qui se poursuivent et pour préparer le terrain aux recherches sur les obstacles et les stratégies d'application. Le réseau international d'équipes de chercheurs comprend désormais 98 groupes, chacun de ces groupes étant chargé d'un travail de recherche précis visant essentiellement à identifier les obstacles et à recommander des stratégies pour les surmonter. En outre, les groupes de chercheurs ont été encouragés à rechercher de nouvelles variantes des objectifs du nouvel ordre économique international déjà fixés, en vue d'apporter de nouvelles suggestions aux délibérations en cours en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de 1980 et des débats sur la troisième stratégie internationale du développement. Une série d'importants rapports et de documents de recherche officiels sur l'ordre économique international ont été publiés sous le titre "Alternative Views of the New International Economic Order" 8/.

133. Les résultats de toutes les phases du projet sont publiés actuellement dans une collection de 17 volumes éditée et publiée conjointement par l'UNITAR et le CEESTEM. Cette collection traite tant des aspects techniques du nouvel ordre économique international (finances, industrialisation, commerce, questions institutionnelles et culturelles) que de leur application à certaines régions

7/ E. Laszlo et al., The Objectives of the New International Economic Order (New York : Pergamon Press), 1978.

8/ J. Lozoya et J. Estevez, Alternative Views of the New International Economic Order (New York : Pergamon Press), 1979.

géographiques. Dans cette dernière catégorie, les volumes sur l'Amérique du Nord 9/, l'Amérique latine 10/ et l'Europe de l'Est 11/ ont été publiés; ceux qui concernent l'Europe de l'Ouest, l'Afrique et le Moyen-Orient et l'Asie paraîtront dans le courant de 1980. Chaque volume propose des stratégies en vue de surmonter les obstacles rencontrés et à mettre en place aux niveaux national et international des politiques concrètes visant à assurer la pleine application du nouvel ordre économique international. Un volume sur les obstacles qui s'opposent à l'instauration du nouvel ordre économique international 12/ a été publié. Ce volume examine les obstacles d'ordre général et sectoriel qui s'opposent à la mise en oeuvre des principales résolutions relatives au nouvel ordre économique international, en s'attachant particulièrement aux obstacles de caractère politique, juridique, social et institutionnel. Un autre volume sur la réalisation du nouvel ordre économique international présentera un résumé des principales conclusions de l'ensemble du projet. Ce volume étudiera les objectifs les plus importants, leurs coûts et avantages, les mécanismes institutionnels requis pour leur réalisation et recommandera des stratégies d'application. Une étude spéciale connexe intitulée "Food and Agriculture in the Global Perspective: Discussions in the Committee of the Whole of the United Nations 13/ (Alimentation et agriculture dans une perspective mondiale : débats au sein du Comité plénier de l'Organisation des Nations Unies), passant en revue les résultats des travaux du Comité en matière d'alimentation et d'agriculture, a été publiée. Enfin, une version non technique des principales conclusions sera publiée à l'intention du grand public car il est essentiel que celui-ci comprenne les problèmes si l'on veut obtenir son appui.

134. Une enquête internationale auprès des décideurs et des experts du nouvel ordre économique international, projet associé entrepris pour le compte de l'UNITAR par la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU), a été réalisée dans 21 pays représentant les principales régions du monde. L'objectif de l'étude est d'identifier dans quelle mesure et dans quels domaines le nouvel ordre économique international suscite l'appui ou l'opposition de la communauté internationale. Dans chaque pays, cinq groupes de décideurs et experts (responsables politiques; cadres et chefs d'entreprise; syndicats et associations de travailleurs; personnalités des médias; spécialistes des sciences sociales et autres experts) ont été consultés. Dans certains pays, on a ajouté un sixième groupe : personnalités religieuses. L'enquête internationale a été financée par des subventions à des fins spéciales versées par le CEESTEM, le PNUD, le FNUAP, et le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies. Le CEESTEM a offert ses services d'informatique et la Division de l'information économique et sociale a fourni son concours pour l'élaboration du rapport. Les rapports sur les conclusions sont rédigés d'une part à l'intention du grand public et d'autre part à l'intention des spécialistes. Avec la coopération du Département de l'information de l'Organisation

---

9/ E. Laszlo et J. Kurtzman, The United States, Canada and the New International Economic Order (New York : Pergamon Press), 1979.

10/ J. Lozoya et J. Estevez, Latin America and the New International Economic Order (New York : Pergamon Press), 1980.

11/ E. Laszlo et J. Kurtzman, Eastern Europe and the New International Economic Order (New York : Pergamon Press), 1980.

12/ E. Laszlo, J. Lozoya, A. K. Bhattacharya, J. Estevez, R. Green, K. Venkata Raman, The Obstacles to the New International Economic Order (New York : Pergamon Press), 1980.

13/ E. Laszlo, J. Kurtzman et T. Miljan, Food and Agriculture in the Global Perspective (New York : Pergamon Press), 1980.

des Nations Unies, ils seront diffusés dans le Forum du développement, le Supplément mondial de presse et par voie de communiqués de presse. Ils seront aussi publiés ultérieurement au cours de 1980 dans un ouvrage technique détaillé intitulé "Les dirigeants mondiaux et le nouvel ordre économique international : rapport de l'enquête internationale auprès des décideurs et des experts".

135. Outre les études sur les différents aspects du nouvel ordre économique international, une conférence sur le régionalisme et le nouvel ordre économique international a eu lieu à New York les 8 et 9 mai 1980. Cette conférence a été organisée conjointement par l'UNITAR et le Club de Rome. Partant de l'hypothèse que le régionalisme et les initiatives régionales ou intrarégionales pouvaient offrir un moyen complémentaire de réaliser certains des principaux objectifs du nouvel ordre économique international, la Conférence a examiné l'expérience présente et passée en matière de régionalisme et a indiqué quelle pourrait être la marche à suivre à l'avenir. La Conférence a insisté sur la nécessité de prendre les mesures suivantes : a) créer des centres régionaux financiers qui permettraient d'accélérer le processus de développement et mettre sur pied des organismes régionaux pour promouvoir le transfert des techniques; b) coordonner les politiques agricoles de façon à diminuer les situations de dépendance en matière d'alimentation; c) coordonner les politiques financières afin de mieux répartir le coût des subventions nationales; d) renforcer les services dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technique; e) échanger des renseignements sur les débouchés commerciaux et développer les marchés régionaux; et f) identifier les ressources naturelles existantes et potentielles qui sont nécessaires pour assurer le développement régional.

#### B. Réunion des chefs des instituts des Nations Unies

136. La quatorzième réunion annuelle des chefs des instituts des Nations Unies pour la formation, la planification et la recherche s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, les 5 et 6 juillet 1979 14/. On a commencé à organiser ces réunions

---

14/ Les instituts régulièrement invités à participer à la réunion sont les suivants :

Institut africain de développement économique et de planification  
Institut de développement pour l'Asie et le Pacifique  
Institut pour le développement économique de la BIRD  
Centre international de perfectionnement professionnel et technique  
Institut international de planification de l'éducation  
Institut international d'études sociales  
Institut du Fonds monétaire international  
Institut latino-américain de planification économique et sociale  
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social  
Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale  
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

(Suite de la note page suivante)

annuelles en juillet 1966 à la suite d'une proposition faite le Secrétaire général en sa qualité de Président du CAC, et conformément aux résolutions 1138 (XLI) et 1175 (XLI) du Conseil économique et social où celui-ci a souligné l'importance de la coordination des activités de recherche et de formation au sein du système des Nations Unies. Les chefs des instituts ont été à l'époque invités à se réunir régulièrement pour étudier des méthodes propres à favoriser la coopération mutuelle et pour échanger des données d'expérience et des idées dans un climat exempt de tout formalisme. Il n'est généralement pas adopté à ces réunions de résolutions ou de décisions officielles mais, s'il en est prié, le Directeur général de l'UNITAR, qui préside à ces réunions, fait rapport aux autorités compétentes des organismes des Nations Unies sur les questions examinées en soumettant dans certains cas des propositions précises au nom des chefs des instituts. Les services de la réunion sont assurés par le Bureau de l'UNITAR à Genève.

137. Suivant la procédure établie, les chefs des instituts ont présenté des rapports détaillés sur les activités de leurs instituts respectifs, en particulier celles concernant le concept de nouvel ordre économique international. Les tendances nouvelles du programme de travail des divers instituts ont également été exposées, ce qui a permis de procéder à un échange de vues fructueux.

138. Un membre du Projet sur le futur de l'UNITAR a présenté une étude d'ensemble des activités du département. En outre, un examen détaillé des politiques de publication des instituts a eu lieu. On s'est largement accordé à reconnaître qu'il fallait trouver un moyen plus satisfaisant et plus efficace de diffuser des informations sur les études et autres publications des divers instituts.

139. Le Secrétaire de l'Université des Nations Unies, M. Abueva, a pris la parole et a informé les chefs des instituts des activités en cours de l'Université. Les chefs des instituts ont exprimé leur souhait de coopérer plus étroitement avec l'Université des Nations Unies dans leurs domaines de compétence respectifs.

---

(Suite de la note 14/)

Sont également invités à participer à la réunion :

Le Programme des Nations Unies pour le développement

Le Département des affaires économiques et sociales internationales

Le Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales

Le Centre de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement

Le Département de la coopération technique pour le développement

L'Université des Nations Unies

Le Centre asiatique sur l'administration du développement

Le Centre international d'études industrielles de l'ONUDI

L'Institut des Nations Unies pour la Namibie

L'Institut arabe de planification économique

Le Centre d'études économiques et sociales du tiers monde

Le Programme d'études appliquées d'administration, secrétariat du Commonwealth.

140. Tous les chefs des instituts ont fait état des difficultés financières auxquelles se heurtaient leurs établissements respectifs. Les contributions nouvelles allaient surtout à des projets particuliers et ne venaient pas grossir les fonds généraux des instituts intéressés.

141. Les chefs des instituts ont réaffirmé l'utilité des réunions annuelles qui fournissent une occasion régulière de mettre en commun renseignements et expériences. Comme les années précédentes, on a généralement estimé qu'il faudrait inviter régulièrement certains autres instituts internationaux de recherche et de formation à assister aux réunions en qualité d'observateurs.

## CHAPITRE VIII

### PUBLICATIONS ET DIFFUSION DES ETUDES DE L'UNITAR

142. Au cours du deuxième semestre de 1979 et du premier semestre de 1980, l'UNITAR a publié plusieurs études importantes : Planning in Developing Countries: Theory and Methodology; Disaster Preparedness: Advanced Planning for Disaster Relief; International Civil Service: Changing Role and Concepts; Pioneers in Nation-building in a Caribbean Mini-State. En outre, quatre autres documents ont été publiés dans la série de l'UNITAR sur la science et la technique pour le développement portant à 11 le nombre des publications de ce genre à ce jour. Huit nouvelles études dans la collection de bibliothèque du nouvel ordre économique international ont également été publiées : The United States, Canada and the New International Economic Order; Alternative Views of the New International Economic Order; Food and Agriculture in the Global Perspective; Eastern Europe and the New International Economic Order; The Structure of the World Economy and the New International Economic Order; Obstacles to the New International Economic Order; Latin America and the New International Economic Order; et The Financial Issues of the New International Economic Order.

143. Deux éditions des Nouvelles de l'UNITAR (vol. XI et XII) ont été produites au cours de l'année. La première, qui a paru en septembre 1979, contenait divers articles sur les études et autres activités en cours de l'UNITAR, tandis que la seconde, qui a été publiée en février 1980, présentait des articles spéciaux sur l'énergie et le non-alignement. La prochaine édition sera publiée en septembre 1980.

144. Le bulletin "Important for the Future" a été publié cinq fois au cours de l'année. La liste des souscripteurs augmente régulièrement en raison de l'audience croissante que rencontre cette revue d'observation et d'opinion.

145. La liste des publications de l'UNITAR se trouve à l'annexe II.

## CHAPITRE IX

### QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

146. En 1979, les recettes du Fonds général se sont élevées à 1 962 404 dollars (1 976 685 dollars en 1978) alors que les dépenses (y compris les ajustements au titre de l'exercice précédent) ont atteint 2 149 208 dollars (2 252 672 dollars en 1978), soit un déficit de 185 804 dollars (275 987 dollars en 1978). Le solde du Fonds au 31 décembre 1979 était de 158 240 dollars (269 405 dollars au 31 décembre 1978).

147. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 2 490 961 dollars (939 404 dollars en 1978) alors que les engagements pour l'année (y compris les ajustements au titre de l'exercice précédent) ont atteint 1 038 143 dollars (contre 488 181 dollars pour 1978). Au 31 décembre 1979, le solde du Fonds était de 1 437 334 dollars en monnaies convertibles et de 1 083 537 dollars en monnaies non convertibles, soit un total de 2 520 871 dollars (contre 1 560 108 dollars au 31 décembre 1978).

148. Dans sa résolution 34/17 du 9 novembre 1979, l'Assemblée générale a, entre autres, demandé aux Etats Membres et aux organisations de fournir un appui financier plus important et plus général à l'UNITAR. Le Directeur général et le Conseil d'administration expriment leur gratitude aux Etats Membres qui ont déjà répondu de manière positive à cet appel et espèrent que d'autres Etats Membres et organisations leur apporteront un appui financier supplémentaire.

149. Comme au cours des années précédentes, les états financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1979, ainsi que le rapport du Comité des commissaires aux comptes, sont présentés séparément à l'Assemblée générale.

## ANNEXE I

### Membres du Conseil d'administration

Conformément à l'article III 1 a) du Statut de l'UNITAR, tel qu'il a été modifié en juin 1979, le Secrétaire général a nommé les personnes suivantes membres du Conseil d'administration de l'UNITAR pour la période indiquée:

Du 1er juillet 1979 au 30 juin 1981 :

- M. William H. Barton (Canada)
- M. Roberto E. Guyer (Argentine)
- M. T.T.B. Koh (Singapour)
- M. Harvey Picker (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Walter Rau (République fédérale d'Allemagne)
- M. Shizuo Saito (Japon)
- M. Arsène Usher (Côte d'Ivoire)
- M. Piero Vinci (Italie)

Du 1er juillet 1979 au 30 juin 1982 :

- M. Ole Algård (Norvège)
- M. Abdalla Y. Bishara (Koweït)
- M. Louis de Guiringaud (France)
- M. Johan Kaufmann (Pays-Bas)
- Mlle Gwendoline C. Konie (Zambie)
- M. Missoum Sbih (Algérie)
- Mme Inga Thorsson (Suède)
- M. Boris Vaganov (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Du 1er juillet 1980 au 30 juin 1983 :

- M. Wahbi El-Bouri (Jamahiriya arabe libyenne)
- M. Lai Ya-li (République populaire de Chine)
- M. Donald O. Mills (Jamaïque)
- M. B.F. Osorio-Tafall (Mexique)
- M. Agha Shahi (Pakistan)
- M. Anton Vratusa (Yougoslavie)
- M. Victor Umricht (Suisse)
- M. Brian Urquhart (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Les membres de droit du Conseil d'administration sont :

- Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
- Le Président de l'Assemblée générale
- Le Président du Conseil économique et social
- Le Directeur général de l'UNITAR

ANNEXE II

Publications a/

A. Rapports de recherche de l'UNITAR

<u>No de vente b/</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/RR/1	<u>Social Psychological Techniques and the Peaceful Settlement of International Disputes (1970), 39 pages (épuisé)</u>
UNITAR/RR/2	<u>Report of the International Research Conference on Race Relations (1970), 19 pages (épuisé)</u>
UNITAR/RR/3	<u>Gregory Henderson, Emigration of Highly-Skilled Manpower from the Developing Countries (1970), 213 pages (épuisé)</u>
F.75.XV.RR/4	Oscar Schachter et Daniel Serwer, <u>La pollution de la mer et ses remèdes (1970), 56 pages. Egalement en anglais et en espagnol</u>
E.75.XV.RR/5	A. Hürfeld, W. Glazer et A. Szalai, <u>The Brain Drain from Five Developing Countries : Cameroon, Columbia, Lebanon, the Philippines and Trinidad and Tobago (1971), 173 pages</u>
E.75.XV.RR/6	Ithiel de Sola Pool, Philip Stone et Alexander Szalai, <u>Communications, Computers and Automation for development (1971), 61 pages</u>
E.75.XV.RR/7	Terutomo Ozawa, <u>Transfer of Technology from Japan to Developing Countries (1971), 50 pages. Egalement en espagnol</u>
E.75.XV.RR/8	Jack Baranson, <u>International Transfer of Automotive Technology to Developing Countries (1971), 95 pages</u>
E.75.XV.RR/9	Daniel Serwer, <u>International Co-operation for Pollution Control (1972), 73 pages</u>
E.75.XV.RR/10	R. Hal Mason, <u>The Transfer of Technology and the Factor Proportions Problem : the Philippines and Mexico (1971), 101 pages</u>
E.75.XV.RR/11	Y.S. Chang, <u>The Transfer of Technology : Economics of Offshore Assembly - the Case of Semiconductor Industry (1971), 59 pages</u>

a/ Brochées et en langue anglaise, sauf indication contraire.

b/ L'astérisque (\*) indique que la publication peut être commandée directement à l'adresse donnée. Toutes les autres publications peuvent être obtenues en s'adressant aux Publications des Nations Unies, A 3315, New York, N.Y. 10017 ou aux Publications des Nations Unies, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

A. Rapports de recherche de l'UNITAR (suite)

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
E.75.XV.RR/12	Robert B. Stobaugh, <u>The International Transfer of Technology in the Establishment of the Petrochemical Industry in Developing Countries</u> (1971), 67 pages
E.75.XV.RR/13	Walter A. Chudson, <u>The International Transfer of Commercial Technology to Developing Countries</u> (1971), 61 pages
E.75.XV.RR/14	Lawrence H. Wortzel, <u>Technology Transfer in the Pharmaceutical Industry</u> (1971), 53 pages
E.75.XV.RR/15	A.N. Bykov, avec la participation de A.V. Letenko et M.P. Strepetova, <u>Soviet Experience in Transfer of Technology to Industrially Less Developed Countries</u> (1973), 188 pages. Egalement en russe
E.75.XV.RR/16	Marshall Childs, Harold Weitz et José Glasserman, <u>An Approach to the Analysis of Resolutions of the Economic and Social Council</u> (1972), 113 pages
E.75.XV.RR/17	Berhanykun Andemicael et Anthony J. Murdoch (responsables de la publication), <u>International Youth Organizations and the United Nations</u> (1973), 95 pages
F.75.XV.RR/18	Alexander Szalai, <u>La situation des femmes aux Nations Unies</u> (1973), 55 pages. Egalement en anglais
E.75.XV.RR/19	K. Rudy Meyer, <u>The Transfer of Technology to Developing Countries - The Pulp and Paper Industry</u> (1974), 52 pages
F.75.XV.RR/20	Martin Hill, <u>Comment introduire davantage d'ordre, de cohérence et de coordination dans le système des Nations Unies</u> (1974), 115 pages. Publié comme document de l'ONU sous la cote E/5491, en espagnol, en français et en russe
F.75.XV.RR/21	Joseph Barnea, <u>La crise de l'énergie et l'avenir</u> (1975). Egalement en anglais
UNITAR/RR/22*	William Glaser, <u>The Brain Drain : Emigration and Return</u> (1978), 324 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523, USA)

B. Etudes de l'UNITAR

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/ST/1*	William R. Leonard, Béat Alexander Jenny et Offia Nwali, <u>UN Development Aid : Criteria and Methods of Evaluation, édition révisée (1971)</u> , 135 pages reliées (Arno Press Inc., 3 Park Avenue, New York, New York 10016)
E.75.XV.ST/2*	Oscar Schachter, Mohamed Nawaz et John J. Fried, <u>Towards Wider Acceptance of UN Treaties (1971)</u> , 190 pages reliées (Arno Press Inc., 3 Park Avenue, New York, New York 10016)
UNITAR/ST/3*	Jacques Rapoport, Ernest Muteba et Joseph T. Therattil, <u>Small States and Territories : Status and Problems (1971)</u> 216 pages reliées (Arno Press Inc., 3 Park Avenue, New York, New York 10016)
UNITAR/ST/4*	Simon Abott (responsable de la publication), <u>The Prevention of Racial Discrimination in Britain (1971)</u> , 502 pages reliées (Oxford University Press, Ely House, 37 Dover Street, London W1X 4AH, England; ou 200 Madison Avenue, New York, New York 10017, USA)
E.75.XV.ST/5	Allan McKnight, <u>Atomic Safeguards : A Study in International Verification (1971)</u> , 301 pages. Egalement disponible en édition reliée
E.75.XV.ST/6	Guillermo J. Cano (responsable de la publication), <u>International Navigable Waterways : Financial and Legal Aspects of their Improvement and Maintenance (1974)</u> 264 pages. Egalement disponible en espagnol
E.75.XV.ST/7*	Alexander Szalai, avec la participation de Margaret Croke et al., <u>The United Nations and the News Media (1972)</u> , 323 pages (réédité par UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, New York 10010)
S.75.XV.ST/8	Marcos Kaplan (responsable de la publication), <u>Corporaciones Públicas Multinacionales para el Desarrollo y la Integración de la América Latina (1972)</u> , 369 pages. Espagnol seulement (Fondo de Cultura Económica, Mexico)
E.75.XV.ST/9	A. Mensah-Brown (responsable de la publication), <u>African International Legal History (1975)</u> , 238 pages
UNITAR/ST/10*	Sidney Mailick (responsable de la publication), <u>The Making of the Manager : A World View (1974)</u> , 560 pages (Doubleday Publishing Company, 277 Park Avenue, New York, New York 10017, USA)
S.75.XV.ST/11	Fernando Fuenzalida et Enrique Mayer avec J. Matos Mar, <u>El Perú de la Tres Razas (1974)</u> , 111 pages. Espagnol seulement

B. Etudes de l'UNITAR (suite)

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
E.75.XV.ST/12	M.B. Brodie et E.A. Life (responsables de la publication) <u>Education for General Management : The Staff College Approach (1974)</u> , 144 pages
UNITAR/ST/13*	Juergen Dedring, <u>Recent Advances in Peace and Conflict Research</u> , 249 pages (Sage Publications, 275 South Beverly Drive, Beverly Hills, California 90212, USA; ou St. George's House, 44 Hatton Garden, London EC1N 8 ER, England)
E.79.XV.ST/14	J. Goormaghtigh, <u>Parliaments and the United Nations : Dissemination of Information to Parliamentarians (1979)</u> , 112 pages
UNITAR/ST/15*	Barbara Brown, <u>Disaster Preparedness : Advance Planning for Disaster</u> (Pergamon Press : Elmsford, New York), 1979
UNITAR/ST/16*	Norman Graham and Robert S. Jordan (eds.), <u>The International Civil Service : Changing Role and Concepts</u> (Pergamon Press : Elmsford, New York), 1980
E.80.XV.ST/17	UNITAR/Africa Institute/USSR Academy of Sciences, <u>Planning in Developing Countries : Theory and Methodology</u> , 1980

C. Série des études de l'UNITAR sur le règlement pacifique des différends

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
E.75.XV.PS/1	Sydney D. Bailey, <u>Peaceful Settlement of Disputes : Ideas and Proposals for Research (1971)</u> , 57 pages
E.75.XV.PS/2	Frank Edmead, <u>Analysis and Prediction in International Mediation (1971)</u> , 50 pages
F.75.XV.PS/3	Vratislav Pechota, <u>Structures de médiation complémentaires en matière de différends internationaux par des tierces parties (1971)</u> (l'édition anglaise de 1971 compte 63 pages)
F.75.XV.PS/4	Feng Yang Chai, <u>Consultations et consensus : un aspect du fonctionnement du Conseil de sécurité (1971)</u> , 56 pages Egalement en anglais
F.75.XV.PS/5	Berhanykun Andemicael, <u>Le règlement pacifique de différends survenant entre Etats africains : rôles respectifs de l'ONU et de l'OUA (1972)</u> (l'édition anglaise de 1972 compte 68 pages)

C. Série des études de l'UNITAR sur le règlement pacifique des différends (suite)

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
E.75.XV.PS/6	<u>Vratislav Pechota, The Quiet Approach : A Study of the Good Offices Exercised by the United Nations Secretary-General in the Cause of Peace (1972), 92 pages</u>
E.75.XV.PS/7	<u>Aida Levin, The OAS and the UN : Relations in the Peace and Security Field (1974), 96 pages. Egalement en espagnol</u>
E.75.XV.PS/8	<u>K. Venkata Raman, The Ways of the Peace-Maker (1975) 142 pages</u>
E.77.XV.PS/9	<u>Aida Luisa Levin, Protecting the Human Environment : Procedures and Principles for Preventing and Resolving International Controversies (1977), 140 pages</u>
UNITAR/PS/10*	<u>K. Venkata Raman (responsable de la publication), Dispute Settlement Through the United Nations (1977), 749 pages, édition reliée (Oceana Publications, Inc., Dobbs Ferry, New York 10522, USA)</u>

D. Etudes régionales de l'UNITAR

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
E.75.XV.RS/1	<u>A. H. Robertson, The Relations Between the Council of Europe and the United Nations (1972), 72 pages</u>
UNITAR/RS/2*	<u>Berhanykun Andemicael, OAU and the UN : Relations between the Organization of African Unity and the United Nations (1976), 331 pages (Africana Publishing Co., 101 Fifth Avenue, New York, New York 10003, USA)</u>
E.75.XV.RS/3	<u>Sir Peter Smithers, Governmental Control : A Prerequisite for Effective Relations between the United Nations and Non-United Nations Regional Organizations (1973), 77 pages</u>
E.75.XV.RS/4	<u>Aida Levin, The OAS and the UN : Relations in the Peace and Security Field (1974), 96 pages. Egalement en espagnol</u>
UNITAR/RS/5*	<u>John D. Renninger, Multinational Cooperation for Development in West Africa (1979), 161 pages reliées (Pergamon Press, Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)</u>
UNITAR/RS/6*	<u>Soliman Demir, Arab Development Funds in the Middle East (1979), 130 pages reliées (Pergamon Press, Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)</u>

D. Etudes régionales de l'UNITAR (suite)

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/RS/7*	Berhanykun Andemicael, <u>Regionalism and the United Nations</u> (1979), 603 pages reliées (Oceana Publications, Inc., Dobbs Ferry, New York 10522)
E.79.XV.RS/8	Sir Rupert John, <u>Pioneers In Nation-Building in a Caribbean Mini-State</u> (1979), 189 pages
<u>E. Etudes de l'UNITAR sur le futur</u>	
E.75.XV.FS/1	John McHale et Magda Cordell McHale, <u>Future Studies : An International Survey</u> (1975), 34 pages
UNITAR/FS/2*	Sam Cole, <u>Global Models and the International Economic Order</u> (1977), 80 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/3*	Ervin Laszlo, Robert M. Baker Jr., Elliott Eisenberg, K. V. Raman, <u>The Objectives of the New International Economic Order</u> (1978), 270 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/4*	Michel Godet, <u>The Crisis in Forecasting and the Emergence of the "Prospective" Approach</u> (1979), 134 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/5*	Ervin Laszlo and Joel Kurtzman, <u>The United States, Canada and the New International Economic Order</u> (1979), 163 pages, Hard cover (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; or Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/6*	Toivo Miljan, Ervin Laszlo and Joel Kurtzman, <u>Food and Agriculture in the Global Perspective : Discussions in the Committee on the Whole of the United Nations</u> (1979), 287 pages (Pergamon Press, Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; or Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/7*	Jorge Lozoya, Jaime Estevez and Rosario Green, <u>Alternative Views of the New International Economic Order</u> (1979), 115 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; or Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/8*	Ervin Laszlo and Joel Kurtzman, <u>Eastern Europe and the New International Economic Order</u> (1980), 106 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; or Fairview Park, Elmsford, New York 10523)

E. Etudes de l'UNITAR sur le futur (suite)

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
UNITAR/FS/9*	Ervin Laszlo and Joel Kurtzman, <u>The Structure of the World Economy and Prospects for a New International Economic Order (1980)</u> , 118 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; or Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/10*	Ervin Laszlo, Jorge Lozoya, Anindya K. Bhattacharya, Jaime Estevez, Rosario Green and Venkata Raman, <u>The Obstacles to the New International Economic Order (1980)</u> , 144 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/11*	Jorge Lozoya and Jaime Estevez, <u>Latin America and the New International Economic Order (1980)</u> , 93 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/FS/12*	Jorge Lozoya and A. K. Bhattacharya, <u>The Financial Issues of the New International Economic Order (1980)</u> , 229 pages (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)

F. Rapports de conférences de l'UNITAR

E.75.XV.CR/1	<u>The Future of the United Nations Secretariat (1972)</u> , publié conjointement avec l'Institute on Man and Science, Rensselaerville, N.Y., 40 pages
UNITAR/EUR/SEM.1/REP	<u>Colloque international sur la documentation de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales (l'édition anglaise (1972), publiée conjointement avec l'Association des bibliothèques internationales, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et la Fédération internationale de documentation, Genève (E.75.XV.CR/2) compte 21 pages et est épuisée)</u>
E.75.XV.CR/3	<u>Relations Between the United Nations and Non-UN Regional Intergovernmental Organizations</u> , Liechtenstein (1973) 19 pages
E.75.XV.CR/4	Harold Caustin, <u>The Search for New Methods of Technical Co-operation (1974)</u> , 86 pages
E.75.XV.CR/5	<u>The United Nations, Energy and Raw Materials</u> , réunion de Schloss Hernstein (Autriche) (1974), 11 pages
E.76.XV.CR/6	<u>The UN and the Future</u> : Actes de la Conférence de l'UNITAR sur le futur, tenue à Moscou du 10 au 14 juin 1974, 462 pages

F. Rapports de conférences de l'UNITAR (suite)

<u>No de vente</u>	<u>Titre</u>
E.75.XV.CR/7	<u>Non-Governmental Organizations in Economic and Social Development</u> , Conférence de Schloss Hernstein (Autriche) (1975), 43 pages
UNITAR/CR/8*	<u>The Future Supply of Nature-Made Petroleum and Gas (1977)</u> , 1 046 pages reliées (Pergamon Press Ltd., Headington Hill Hall, Oxford, England; ou Fairview Park, Elmsford, New York 10523)
UNITAR/CR/9*	<u>Microbial Energy Conversion (1976)</u> , 642 pages (Pergamon Press)
UNITAR/CR/9A*	<u>Microbial Energy Conversion (1976)</u> (rapport analytique) (Pergamon Press)
E.78.XV.CR/10	Davidson Nicol et Margaret Croke, <u>The United Nations and Decision-Making : The Role of Women</u> , vol I, (1978) 209 pages
E.78.XV.CR/11	Lavidson Nicol and Margaret Croke, <u>The United Nations and Decision-Making : The Role of Women</u> , vol. II, (1978) 335 pages

G. Série des conférences de l'UNITAR

E.75.XV.LS/1	Sir Kenneth Younger, <u>The UN Charter and the Challenge of the 70's</u> (1970), 26 pages
E.75.XV.LS/2	Jan Tingergen, <u>Towards a Better International Economic Order</u> (1971), 28 pages
E.75.XV.LS/3	C. Wilfred Jenks, <u>The International Labour Organization in the UN Family</u> (1971), 48 pages
E.75.XV.LS/4	Robert M. Hutchins, <u>The Future of International Education</u> (1970), 22 pages
S.75.XV.LS/5	F. Orrego Vicuña, <u>Tendencias del Derecho del Mar Contemporáneo</u> (1974), 254 pages. Espagnol seulement

## H. Périodiques

Important for the Future, vol. I, Nos 1 à 6; vol. II, Nos 1 à 5; vol. III, Nos 1 à 5; vol. IV, Nos 1 à 3; vol. IV, Nos 1 à 5; vol V, No 1

Science and Technology Working Papers, Nos 1 à 11

## I. Nouvelles de l'UNITAR

### Titre

L'ONU et l'espace extra-atmosphérique, vol. 5, No 2 (1973). Egalement en anglais

L'ONU et la mer, vol. 6, No 1 (1974). Egalement en anglais et en espagnol

Le métier de délégué, vol. 6, No. 2 (1974). Egalement en anglais et en arabe

Numéro spécial, vol. 6, No 3 (1974). Egalement en anglais

Technique et développement, vol. 6, No 4 (1974). Egalement en anglais

Les femmes et l'ONU, vol. 7, No 1 (1975). Egalement en anglais et en espagnol

Le métier de délégué à Genève, numéro spécial, Genève, automne 1976. Egalement en anglais

Internal Migration, vol. 8 (1976)

Les Nations Unies et l'eau, vol. 9 (1977). Egalement en anglais

Nouvelles de l'UNITAR, vol. 10 (1978)

Nouvelles de l'UNITAR, vol. 11 (1979)

Nouvelles de l'UNITAR, vol. 12 (1980)

## J. Manuels de formation de l'UNITAR

### No de vente

### Titre

UNITAR/EX/11 Manuel de l'assistance technique des Nations Unies (1968). Egalement en anglais et en espagnol (l'édition anglaise compte 92 pages)

F.75.XV.Man.2 Manuel du financement extérieur (1970) (l'édition anglaise compte 125 pages)

F.75.XV.Man.3 Gösta Westring, Manuel sur les achats internationaux (1974): l'édition anglaise compte 212 pages; Supplément, 41 pages. Egalement en anglais et en espagnol. (Edition combinée et révisée, 1977; l'édition anglaise compte 253 pages)

K. Rapports de séminaires

Titre

Seminar on United Nations Documentation (14-16 janvier 1976). Séminaire organisé conjointement par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et l'UNITAR

Seminar on Financing the Work of the United Nations (17-18 février 1976)

Seminar on Issues Before the UN Water Conference (14-15 février 1977)

L. Série documentation

No de vente

Titre

UNITAR/DS/1\*

A. G. Moss and H. N. M. Winton, A New International Economic Order : Selected Documents 1945 - 1975 (1978) 2 volumes, 964 pages (UNIPUB, 345 Park Avenue South, New York, New York 10010)

ANNEXE III

Nombre de participants aux programmes de formation de l'UNITAR<sup>a/</sup>

(1er juillet 1979 au 30 juin 1980)

	Programme*																			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
Afghanistan										1				1						
Albanie									1	1										
Algérie								3												1
Allemagne, République fédérale d'			3	1	5	1	1			1			2				2	1	3	
Antigua															2					
Arabie saoudite				1																1
Argentine								1				1						1		
Australie			1											1						
Autriche						1		1	1		1	1	1				2		1	
Bahamas									2										1	1
Bahreïn			5				2		2										1	
Bangladesh							1		1											
Barbade			1				2			1				1					1	1
Belgique																				6
Bélice															1					
Bénin						1	1												1	
Bhoutan			5							1									1	
Birmanie	1						2		2	2	1	2	2					1		
Bolivie	1						1				1			1					1	
Botswana			1						1											
Brésil																				2
Bulgarie		1		1		1	1						2					1	1	1
Burundi	1															1	1			
Canada			2	1	2	1					1									2
Cap-Vert										1										
Chili			1							1									2	1

	Programme*																			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
Chine						3				1		3	1							
Chypre	1																			
Colombie	1					2			1			1		1						
Comores																1				
Congo														1						
Costa Rica			1					1	1	1										
Côte d'Ivoire			1					1	1					1		1				
Cuba	1	1		1			1				1			1						
Danemark				1			1													1
Djibouti									1	1							1			
Dominique	1														3					
Egypte		1	3			2		2	2	2		1	2	1		1	1		1	
El Salvador										1										1
Equateur							1			1				1						4
Etats-Unis d'Amérique			5		1		3	4	1	1		2						2	1	
Ethiopie		1		1			1	1		2		1		1			1			
Fidji	1		1																	1
Finlande			1	1															2	1
France			4						1	1		1							4	
Gabon			1			1	1	2		1										
Ghana										1										
Grèce		1				2	1			1			1							
Grenade			3												2					
Guinée	1																			
Guinée-Bissau									1											
Guyane										1										1
Haïti			1							1					1					

## Programme\*

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
Haute-Volta										1	.									
Honduras								1		1		2	2							
Hongrie										1									2	
Iles Salomon														1						
Inde		1				1		1			1			1						
Indonésie		1				2					1						1		1	3
Iran						1			1											
Iraq							2	2				1						4		1
Irlande								1											1	
Israël		1	3					1			1							3		1
Italie							1			1										1
Jamahiriya arabe libyenne			2			2	2	1			1		3	1						1
Jamaïque		1		1			3							1						
Japon									1	1								1		1
Jordanie						2						1	1	1						
Kampuchea démocratique							3		1	1										
Kenya		1					1												1	1
Koweït			3				1													
Lesotho			1								1									
Liban	1					1	2					1								1
Libéria				1								1	1							
Madagascar	1							1			1									1
Malaisie			2									2						2		1
Malawi	1																			
Maldives							1			1										
Mali			3				1		2											
Malte							1	1	1	1										
Maroc			1			2	1	2		1		3								

	Programme*																			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
Maurice	1																			
Mauritanie											1									2
Mexique	1		1					1												2
Monaco			1															1		
Mongolie							1		1					1						
Monserrat															1					
Mozambique	1		3				1		1											
Népal																		1	1	
Nicaragua									1									1		
Niger									1											1
Nigéria		1	2	1		7	2	3		1		1		1				1		1
Norvège				1					1											
Nouvelle-Zélande			1						1											
Nouvelles-Hébrides <sup>b/</sup>														2						
Oman			5			1			1	1										
Ouganda			2													1				
Panama							1													
Papouasie-Nouvelle-Guinée			5				2		1						1					1
Paraguay										1										
Pays-Bas			1	1		2											1		2	
Pérou			2			3				2					1			1		1
Philippines				1			1	3			1	1		1				2		2
Pologne		1							1	1			1		1				1	
Portugal						2	1				1	1								
Qatar											1									
République arabe syrienne		1								2					1		1	1		1
République centrafricaine			2				2			1	1	1								
République de Corée			1							2										3

	Programme*																			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
République démocratique allemande			2			1	1	2		1			1				1			
République démocratique populaire lao							1			2								1		
République dominicaine						2														
République populaire démocratique de Corée									3							2				
République socialiste soviétique d'Ukraine				1																
République-Unie de Tanzanie								2	2	1										1
République-Unie du Cameroun		1		1																2
Roumanie	1	1							1							1				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			1	1							1									5
Rwanda	1		3				1													
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla															2					
Sainte-Lucie										1					2					
Saint-Siège			1				1	1			1						2			
Saint-Vincent															2					
Samoas	1																		1	
Sao Tomé-et-Principe										1										
Sénégal						2	1	1	1		1	1				1	1			
Seychelles			1						1						1					
Sierra Leone									1						1					
Singapour			3						1		1									1
Somalie						3		1										1		
Soudan			1	2		2		1				1	2				2	2		1
Sri Lanka				1			1				1				1					
Suède	1		3	2		2							2							1
Suisse						1			1											3

	Programme*																			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T
Suriname			1						2	1										
Swaziland										1										
Tchad										1										
Tchécoslovaquie								1		1		1					1		1	
Thaïlande				1				3												
Togo							2			1										
Trinité-et-Tobago				1		2						1						1		
Tunisie											1					1				
Turquie		1	1			5		3				1					3			1
Union des Républiques socialistes soviétiques				2					1											
Uruguay			1					1				1					1			
Venezuela	1	1	4			3	3	1	2	4				1				2	1	1
Viet Nam	1	1					2	1		1				1				1		
Yémen	1		4				1		1	1		1		1						
Yémen démocratique														1						
Yougoslavie		1	1	4		1				2							1		1	
Zaïre						2	1	1	2			1					1			
Zambie	1			1			1		1	1								1		
Organismes observateurs				1					2			1					3	1	9	
Système des Nations Unies				4	24				1									1	30	
Autres organisations internationales				2																23
Institutions universitaires				6																39 10
TOTAUX	23	19	110	42	32	67	67	55	57	64	22	35	26	31	15	12	41	29	150	53

Services spéciaux de formation à l'intention de certains Etats Membres :

Union des Républiques socialistes soviétiques : réunion d'information à l'intention de trois étudiants de l'Ecole du commerce extérieur de l'URSS.

Suriname : programme de formation en diplomatie multilatérale à l'intention de 46 hauts fonctionnaires.

Nigéria : réunion d'information à l'intention de 25 parlementaires.

Arabie saoudite : réunion d'information à l'intention de six nouveaux membres de la délégation à l'Assemblée générale.

Ethiopie : réunion d'information à l'intention de quatre nouveaux membres de la délégation à l'Assemblée générale.

Nouvelles-Hébrides<sup>b/</sup> : réunions d'information à l'intention de deux jeunes diplomates

Nombre total de personnes ayant bénéficié des services spéciaux de formation : 86

TOTAL GENERAL ..... 1 036

<sup>a/</sup> Dans certains cas, les mêmes participants ont assisté à plus d'un séminaire. Les programmes en cours au 30 juin ne sont pas inclus.

<sup>b/</sup> Aujourd'hui Vanuatu.

\* PROGRAMMES

- A. Programme de bourses de droit international  
Organisation des Nations Unies/UNITAR, 1979 (La Haye et ailleurs)
- B. Programme de bourses de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement  
(New York et Cambridge, Massachusetts)
- C. Séminaire à l'intention de nouveaux membres des délégations à  
l'Assemblée générale (New York)
- D. Cours de perfectionnement, Organisation des Nations Unies/UNITAR/Association  
de bibliothèques internationales (ABI) sur la documentation internationale  
(Genève)
- E. Séminaire expérimental sur l'orientation de spécialistes de l'assistance  
technique (New York)
- F. Séminaire à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes  
(Genève)
- G. Séminaire à l'intention du personnel administratif d'appui des missions  
permanent (New York)
- H. Séminaire sur l'économie internationale à l'intention des diplomates  
(New York)
- I. Séminaire d'information sur la troisième Conférence des Nations Unies sur  
le droit de la mer (New York)
- J. Séminaire sur le protocole (New York)
- K. Séminaire de l'UNITAR/Institut de développement économique de la Banque  
mondiale sur le développement économique et son contexte international  
(Washington)
- L. Séminaire d'information sur la science et la technologie (Genève)
- M. Séminaire sur l'élaboration en plusieurs langues des instruments et des  
résolutions (Genève)
- N. Séminaire sur les aspects économiques et juridiques de la création d'un  
nouvel ordre international (Moscou)
- O. Cours d'orientation sur la diplomatie multilatérale et la coopération  
internationale à l'intention de hauts fonctionnaires des Antilles orientales  
du Belize et du Suriname (Antilles, New York, Washington, Genève et  
Bruxelles)

- P. Séminaire sur la diplomatie multilatérale et le nouvel ordre économique international (Vienne)
- Q. Séminaire sur la conduite de négociations internationales dans un contexte interculturel (Genève)
- R. Séminaire sur la structure de l'économie mondiale et les perspectives pour un nouvel ordre économique international (New York)
- S. Deuxième colloque mondial UNITAR/ABI sur la documentation internationale (Bruxelles)
- T. Séminaire sur l'Organisation des Nations Unies et l'ordre mondial (Washington)

## ANNEXE IV

Nombre des participants aux programmes de formation  
de l'UNITAR par pays

(de 1966 au 30 juin 1980) .

Afghanistan .....	17	Chine .....	22
Afrique du Sud .....	3	Chypre .....	24
Albanie .....	3	Colombie .....	38
Allemagne, République fédérale d'...	113	Comores .....	3
Antigua .....	3	Congo .....	13
Antilles néerlandaises .....	2	Costa Rica .....	28
Arabie saoudite .....	27	Côte d'Ivoire .....	42
Argentine .....	58	Cuba .....	40
Australie .....	28	Danemark .....	22
Autriche .....	35	Djibouti .....	7
Bahamas .....	28	Dominique .....	8
Bahrein .....	61	Egypte .....	110
Bangladesh .....	35	El Salvador .....	26
Barbade .....	45	Emirats arabes unis .....	29
Belgique .....	27	Equateur .....	44
Belize .....	2	Espagne .....	17
Bénin .....	36	Etats-Unis d'Amérique .....	100
Bhoutan .....	53	Ethiopie .....	36
Birmanie .....	41	Fidji .....	28
Bolivie .....	26	Finlande .....	36
Botswana .....	17	France .....	64
Brésil .....	38	Gabon .....	47
Brunéi .....	1	Gambie .....	8
Bulgarie .....	38	Ghana .....	62
Burundi .....	28	Grèce .....	24
Canada .....	83	Grenade .....	9
Cap-Vert .....	3	Guatemala .....	26
Chili .....	55	Guinée .....	16

Guinée Bissau .....	4	Mali .....	37
Guinée équatoriale .....	3	Malte .....	29
Guyane .....	35	Maroc .....	39
Haïti .....	19	Maurice .....	15
Haute-Volta .....	9	Mauritanie .....	18
Honduras .....	34	Mexique .....	118
Hong Kong .....	1	Monaco .....	6
Hongrie .....	18	Mongolie .....	40
Iles Cook .....	2	Montserrat .....	1
Iles Salomon .....	3	Mozambique .....	15
Inde .....	55	Népal .....	34
Indonésie .....	93	Nicaragua .....	26
Iran .....	49	Niger .....	25
Iraq .....	95	Nigéria .....	122
Irlande .....	21	Norvège .....	18
Islande .....	9	Nouvelles Hébrides <u>b/</u> .....	4
Israël .....	33	Nouvelle-Zélande .....	44
Italie .....	27	Oman .....	45
Jamahiriya arabe libyenne .....	82	Ouganda .....	38
Jamaïque .....	65	Pakistan .....	60
Japon .....	27	Panama .....	28
Jordanie .....	39	Papouasie-Nouvelle-Guinée .....	28
Kampuchea démocratique .....	34	Paraguay .....	20
Kenya .....	46	Pays-Bas .....	31
Koweït .....	52	Pérou .....	51
Lesotho .....	17	Philippines .....	81
Liban .....	21	Pologne .....	38
Libéria .....	35	Portugal .....	28
Luxembourg .....	3	Qatar .....	49
Madagascar .....	31	République arabe syrienne .....	42
Malaisie .....	63	République centrafricaine .....	34
Malawi .....	26	République de Corée .....	35
Maldives .....	7	République démocratique allemande ..	55

---

b/ Nouvelle-Vannutu

République démocratique populaire lao .....	26	Swaziland .....	43
République dominicaine .....	35	Tchad .....	27
République populaire démocratique de Corée .....	8	Tchécoslovaquie .....	17
République socialiste soviétique .. d'Ukraine .....	3	Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (Micronésie) .....	2
République-Unie de Tanzanie .....	47	Thaïlande .....	65
République-Unie du Cameroun .....	35	Togo .....	28
Roumanie .....	40	Tonga .....	3
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	63	Trinité-et-Tobago .....	60
Rwanda .....	21	Tunisie .....	57
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla .....	4	Turquie .....	61
Sainte-Lucie .....	5	Tuvalu .....	1
Saint-Siège .....	34	Union des Républiques socialistes soviétiques .....	90
Saint-Vincent .....	2	Uruguay .....	28
Samoa .....	11	Venezuela .....	115
Sao Tomé-et-Principe .....	4	Viet Nam .....	23
Sénégal .....	34	Yémen .....	40
Seychelles .....	7	Yémen démocratique .....	25
Sierra Leone .....	37	Yougoslavie .....	36
Singapour .....	61	Zaïre .....	87
Somalie .....	31	Zambie .....	42
Soudan .....	83	Organismes observateurs .....	25
Sri Lanka .....	32	Organismes des Nations Unies .....	63
Suède .....	58	Autres organisations internationales .....	27
Suisse .....	72	Institutions universitaires .....	58
Suriname .....	62	Total .....	6 012

Contributions à l'UNITAR

(convertibles en dollars des Etats-Unis à la date de versement)

<u>Source</u>	<u>1979</u>
<u>1. Fonds général</u>	
Allemagne, République fédérale d' .....	349 854
Arabie saoudite .....	10 000
Argentine .....	15 000
Australie .....	38 556
Autriche .....	33 333
Bangladesh .....	1 000
Belgique .....	120 690
Canada .....	68 376
Chili .....	2 000
Danemark .....	49 342
Etats-Unis d'Amérique .....	500 000
Finlande .....	40 215
France .....	50 000
Grèce .....	3 000
Indonésie .....	3 000
Irlande .....	10 295
Israël .....	3 000
Italie .....	37 725
Jamahiriya arabe libyenne .....	40 000
Japon .....	60 000
Libéria .....	1 500
Malte .....	600
Nigéria .....	10 000
Norvège .....	78 454
Nouvelle-Zélande .....	7 382
Qatar .....	10 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	70 194

Source19791. Fonds général (suite)

Suède .....	129 108
Suisse .....	90 361
Trinité-et-Tobago .....	3 000
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	40 000
Venezuela .....	20 000
	<hr/>
Total des contributions au Fonds général .....	<u>1 895 985</u>

2. Dons d'affectation spécialea) Devises convertibles :

Allemagne, République fédérale d' .....	48 262
Arabie saoudite .....	100 000
Autriche .....	1 000
Canada .....	171 120
Etats-Unis d'Amérique .....	120 000
France .....	100 000
Jamahiriya arabe libyenne .....	730 000
Mexique .....	174 330
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	75 000
Suède .....	255 874
Suisse .....	110 895
Venezuela .....	100 000
(FUNDAP) Fonds pour la planification et les projections du développement .....	293 000
	<hr/>
Total des devises convertibles .....	<u>2 279 481</u>

b) Devises non convertibles :

Hongrie .....	5 628
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	151 515
	<hr/>
Total des devises non convertibles .....	<u>157 143</u>
Total des devises convertibles et non convertibles ..	<u>2 436 624</u>

ANNEXE VI

Choix de documents de recherche écrite par des fonctionnaires  
ou des consultants de l'UNITAR, autres que les études publiées  
par l'Institut

Les documents énumérés ci-après sont indiqués à titre d'information, pour indiquer la nature des travaux de recherche de l'UNITAR. Il s'agit le plus souvent de documents de travail à usage interne, tirés en un nombre limité d'exemplaires, ou de documents préliminaires susceptibles d'être modifiés et ne pouvant donc servir de documents de référence. Il peut s'agir également de communications destinées à être présentées à des conférences spécialisées ou publiées à l'extérieur de l'Institut.

Moneta, Carlos (Chargé spécial de recherche). "Intereses argentinos en el Atlántico Sur : el caso de las riquezas mineras en alta mar". La Artlantártida : Un espacio geopolítico (F. A. Millia, ed.), Pleamar, Buenos Aires, 1979

\_\_\_\_\_. "La Política Exterior del Peronismo". Foro Internacional. El Colegio de México, Mexico (Volume XX), octobre-décembre 1979

\_\_\_\_\_. "Transnational Technocracy and World Politics : The Role of the studies on the New International Economic Order". Communication présentée au onzième Congrès mondial de l'Association internationale des sciences politiques, Moscou, 12-18 août 1979

\_\_\_\_\_. "Political, strategic and economic problems of the Latin American countries in Antartica". Communication présentée au colloque sur "The Problems of Conflict among Neighbouring Countries in Latin America", Centre des relations internationales, Université autonome nationale du Mexique, Mexico, 3-12 décembre 1979

\_\_\_\_\_. "Some Notes about Planners and Planning in Latin American development : a political view". Communication présentée au séminaire sur les problèmes de planification dans les pays en développement, UNITAR/Institut africain, Académie des sciences de l'URSS, Moscou, 17-8 octobre 1979

\_\_\_\_\_. "La posible inmigración de población blanca de Africa del Sur a países de América Latina : algunas notas sobre sus potenciales efectos". Communication présentée au colloque international de printemps "Migración y Relaciones Internacionales", Centre des relations internationales, Faculté des sciences politiques et sociales, Université autonome nationale du Mexique, Mexico, 2-6 juin 1980

\_\_\_\_\_. "Latin America and the perspective of a Pacific Economic Basin in the 1980's". Communication présentée au colloque sur les perspectives économiques du bassin du Pacifique, El Colegio de México et la société japonaise pour la promotion de la science, El Colegio de México, Mexico, 24-26 mars 1980

Nicol, Davidson (Directeur général). "Towards a New International Order".  
Communication présentée au premier Congrès mondial de l'Association mondiale  
d'études des perspectives sociales, Dakar (Sénégal), 21 janvier 1980.

\_\_\_\_\_. "The Greatness of Africa". Série de conférences Illorin,  
janvier 1980

\_\_\_\_\_. "The United Nations Today". Communication présentée au  
California Alumni Club de New York, 26 mars 1980.

\_\_\_\_\_. "Women in International Life". Communication présentée au  
Barat College, Forest Hills (Illinois), 18 mai 1980

Renninger, John (Assistant du Directeur de la recherche). "Alternative Perspectives  
on the Restructuring of the Economic and Social Sectors of the United Nations  
system". Communication présentée au onzième Congrès mondial de l'Association  
internationale des sciences politiques, Moscou, 12-18 août 1979

\_\_\_\_\_. "The Restructuring of the Economic and Social Sectors of the  
United Nations system : an analysis". Communication présentée au Congrès annuel  
de l'International Studies Association, Los Angeles, 19-22 mars 1980

Rittberger, Volker (Chargé spécial de recherche). "Weltwissenschaftskonferenz für  
Entwicklung : Verlauf, Ergebnisse und Bewertung der UNCSTD", Wirtschaft und  
Wissenschaft, No 3, 1979

\_\_\_\_\_. "Globale Konferenzdiplomatie im Dienste der Entwicklung? Das  
Beispiel der Wiener Wissenschafts und Technologiekonferenz der Vereinten  
Nationen", Osterreichische Zeitschrift für Aussenpolitik, No 1, 1980

\_\_\_\_\_. "Die Friedenssicherung und die Vereinten Nationen", Universitas,  
No 4, 1980

\_\_\_\_\_. The Foreign Policy of West Germany : Formation and Content  
(co. ed). Londres : Beverley Hill/Sage, 1980

Singham, A. W. (Consultant). "U.S. and Non-alignment", Lanka Guardian, Volume II,  
No 5, 1er juillet 1979

\_\_\_\_\_. "Non-Alignment : From Summit to Summit", Man and Development,  
Center for Research in Rural and Industrial Development, Chandigar (Inde),  
Volume I, No 3, octobre 1979

\_\_\_\_\_. "The Havana Summit : Currents and Cross-currents", Mainstream,  
Volume XVIII, No 10, 3 novembre 1979

\_\_\_\_\_. "Inside Debate Highlights Havana Summit", Cuba Times, Volume I,  
No 1, printemps de 1980

\_\_\_\_\_. "Theory and Practice of Non-alignment". Communication présentée  
à la Conférence internationale sur le non-alignement, Nigerian Institute of  
International Affairs, Lagos, janvier 1980

Tikhomirov, Vladislav (Directeur adjoint de la recherche). "Socio-political Aspects  
of Global Development". Communication présentée à la septième Conférence sur les  
modèles mondiaux, IIASA, Vienne, octobre 1979

---

## كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات و دور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---